

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



DL 1922

N. LÉNINE

Aux Secrétaires de Fédérations et de Sections

Le « *Bulletin Communiste* », publié sous la responsabilité du Bureau politique, est désormais, conformément aux décisions du Congrès de Paris, un organe de libre discussion et de documentation.

Il constitue pour les fédérations et les sections une aide précieuse pour les causeries et lectures au cours des réunions de groupes.

Pour leur permettre de se procurer le Bul-

letin, le Comité directeur, dans sa séance du 15 novembre, a décidé que le prix de l'abonnement pour ces organismes serait désormais :

Pour 1 an	12 francs.
— 6 mois	6 —
— 3 mois	3 —

Seules les fédérations et sections seront admises à bénéficier de ce tarif, le prix de l'abonnement individuel n'ayant pas varié.

La Situation du Communisme en Russie

APRÈS l'avoir enterré plusieurs dizaines de fois, la bourgeoisie internationale paraît enfin renoncer à faire mourir notre camarade Lénine. Les préférences de la grande presse capitaliste vont plutôt depuis quelques mois vers l'enterrement du communisme russe lui-même.

En vérité, le communisme en Russie et notre camarade Lénine ne s'en portent pas plus mal pour cela.

On cherche, dans chaque manifestation politique, économique ou juridique de la République des Soviets une raison de montrer l'effondrement du rêve, de l'utopie, des sottises, de la barbarie communistes.

Il n'est pas mauvais que les bourgeois s'endurcissent dans une pareille idée. La Russie ne peut, pour l'instant, qu'y gagner.

Mais il serait navrant de voir les masses ouvrières perdre, dans une désillusion aussi peu justifiée, la forte confiance qu'elles doivent garder en l'avènement possible et certain du communisme mondial.

Nous avons eu l'occasion de causer, il y a trois jours, à Paris, avec un industriel français établi à Moscou depuis plusieurs mois. Au cours de notre séjour en Russie, nous l'avions rencontré dans les services de la Maison municipale des Soviets.

D'esprit très ouvert, il a fait là-bas d'importantes affaires. En investissant des capitaux considérables dans un certain nombre de réalisations durables, il a donné la meilleure preuve de sa loyauté à l'égard des autorités soviétiques avec lesquelles il a traité et de sa confiance absolue en la solidité du nouveau régime.

Il se félicite plus que jamais de son entreprise qui était considérée à son début comme un coup de folie par ses meilleurs amis. Et il n'a de hâte que de repartir là-bas avec toute sa famille.

— Seulement, vous savez, m'a-t-il dit sans la moindre intention ironique ou méchante, il ne reste plus rien de vos essais communistes. On n'en trouve plus trace. On n'en cause même plus...

— Ah ! lui répondis-je, vous m'intéressez. Vous êtes un homme d'affaires. Vous avez l'esprit pratique. Vous ne vous payez pas de mots. Vous avez vécu la *Nep* dans laquelle aurait sombré le communisme. Nous allons pouvoir examiner sérieusement ensemble les phases de cette curieuse disparition et vider à fond ce débat. Je vous dis tout de suite que vous vous trompez et que le communisme, dont j'ai pu apprécier les fondements solides au printemps dernier, n'a cessé depuis et ne cessera désormais de grandir en Russie.

— Pourtant, je fais, moi, construire de vastes immeubles à Moscou. Ils m'appartiennent en toute propriété avec droit d'héritage pour ma famille, etc.

— Oui, pendant soixante-quinze ans, après quoi ils reviendront tout équipés, non pas à votre famille, mais au fonds communal.

— C'est naturel.

— D'accord. Vous aurez le droit d'« estamper » les commerçants privés qui loueront vos magasins du rez-de-chaussée. Vous aurez le droit de faire payer cher les étrangers de passage qui viendront coucher dans les chambres d'hôtel que vous leur aménagerez. Mais

n'avez-vous pas des obligations en ce qui concerne les logements ouvriers ?

— Si, on m'a imposé un pourcentage important de locaux d'habitation pour les ouvriers et les employés. Le prix maximum de location a été fixé d'après les barèmes du service des immeubles nationalisés.

— Vous voyez bien que nous ne sommes plus à Paris. Et puis que pèseront vos « vastes immeubles » en comparaison de la masse formidable des immeubles nationalisés dans toute l'immense cité de Moscou, à Petrograd, à Kiew, à Ever et dans toutes les villes de la grande République ? Gardez-vous de ce que votre construction ne soit l'arbre qui vous cache la forêt.

— Une autre question : Vous avez trois cent cinquante ouvriers sur un seul de vos chantiers. Comment les payez-vous ?

— Ah ! ça, c'est épatant. C'est une des plus belles choses de là-bas. Le salaire de base est fixé par les syndicats. On y ajoute une somme calculée au moyen d'index et de coefficients destinés à suivre la déperdition du pouvoir d'achat de l'argent, l'augmentation du prix de la vie, des tarifs des services publics, des impôts, etc.

— En sorte que l'ouvrier ne peut jamais, économiquement parlant, être submergé. C'est exactement le contraire de ce qui existe dans les régimes capitalistes. Cette « réforme », qui ne vous paraît à vous rien plus qu'« épatainte », constitue simplement l'une des conquêtes révolutionnaires les plus précieuses et les plus riches d'avenir pour le prolétariat russe. Elle est l'indice le plus marquant de l'émancipation économique des travailleurs.

— Troisième question : Quand vous payez, sur ces bases, vos ouvriers, ne versez-vous pas en même temps, quelque autre part, d'autres sommes accessoires ?

— Nous devons verser à la caisse de secours mutuels une somme représentant, par tête d'ouvrier, le quart de la rémunération versée à chacun d'eux.

— Et vous n'avez pas observé que cette obligation, généralisée dans toute la Russie, constitue le seul système d'assurances sociales du monde qui soit, non pas alimenté par des prélèvements iniques sur les salaires ouvriers ou de minces contributions des caisses publiques, mais incorporé directement dans l'appareil économique ? Et vous n'avez point réfléchi qu'une pareille organisation n'est pos-

sible que dans un régime où le Capital est dominé par le Travail ?

— Quatrième question : Vous constatez la résurrection et le développement du commerce privé et vous trouvez dans ce phénomène une nouvelle preuve de la disparition du régime communiste. Oui ou non : la Révolution a-t-elle placé entre les mains de la collectivité de puissants organismes d'échange, comme le Centrosoyomv des Coopératives de Russie, le M.P.O. (Société des Consommateurs de Moscou), les grands magasins d'Etat analogues à nos « Louvre » et à nos « Bon Marché », les nombreux et importants magasins municipaux des grandes villes ? Oui ou non : cette formidable hypothèque prise par la collectivité russe sur les organismes commerciaux et qui ne cesse et ne cessera de s'élargir, ne domine-t-elle pas et ne dominera-t-elle pas de plus en plus toutes les entreprises de commerce privé qui, même considérables, ne resteront comparativement que d'insignifiants satellites ?

« Tout l'appareil industriel en état de fonctionnement et nationalisé, organisé en trusts de plus en plus perfectionnés, n'est-il point resté la propriété collective des ouvriers ?

« Dans la mesure où des concessions seront données à des capitalistes, ne le seront-elles point en dehors des possibilités d'action des effectifs prolétariens actuels de la Russie et de leurs cadres de maîtrise ? Et ces concessions ne comporteront-elles point la participation obligatoire de l'Etat dans les résultats ?

« Le statut constitutionnel de la République soviétique dispose que la banque, les chemins de fer, les grands services publics et tout ce par quoi s'opère la concentration capitaliste resteront obligatoirement entre les mains de l'Etat.

« Chaque capitaliste ayant contracté avec la collectivité russe, dans les limites strictes du droit nouveau, a, dans ces limites, des garanties loyales et absolues.

« Mais il lui est interdit et, au surplus, matériellement impossible d'opérer avec ses congénères sociaux la concentration qui pourrait seule leur permettre d'arriver à dominer l'Etat et de faire se retourner à leur profit le fonctionnement de l'appareil politique.

« En somme, au lendemain de la révolution d'octobre, et jusqu'aux décrets de la nouvelle politique, en mars 1921, le peuple russe possédait absolument, en dehors de toute hypothèque capitaliste, l'intégralité des richesses du territoire russe.

« Si l'on représente la somme de ces richesses par le nombre dix, les paysans et les ouvriers possédaient dix ; le capitalisme, zéro.

« Mais les conquêtes du peuple étaient faites et conservées en période de troubles intérieurs, de graves assauts extérieurs, d'état de siège, de blocus implacable, de sous-alimentation, de désorganisation économique complète. La réquisition générale de tous les produits et leur répartition en nature qu'on a baptisé « communisme de guerre », l'inutilité de l'argent pour les échanges ne provenaient que d'une situation tout entière orientée vers des fins militaires.

« Le communisme véritable, qui est un régime de production intensive, ordonnée, perfectionnée, de répartition juste et qui exigeait une structure juridique, économique et sociale entièrement neuve. était à construire.

« Les bases du nouvel édifice, aussi larges que le permettaient les circonstances humaines et matérielles de la Russie, sa dépendance relative des autres nations à régime capitaliste furent jetées en mars 1921.

« Il fallait reprendre l'argent comme moyen d'échange.

« Il fallait restaurer un marché libre par la création d'un étalon de valeur stable.

« Il fallait établir les relations commerciales avec l'étranger. Il fallait par suite appeler, non pas essentiellement les capitalistes étrangers, mais les capitaux étrangers ; il fallait, dans une certaine mesure, compter sur leur crédit.

« Les Soviets ont fait des concessions, par rapport à la stricte théorie de la société communiste.

« Mais sur quelle échelle ?

« Le peuple russe possédait dix ? Il a gardé pour lui, présentement, neuf ; le capitalisme a reçu un. Mettons que ce dernier reçoive ultérieurement trois, en mettant les choses au pis. J'exagère. Je suis sûr que nous n'en arriverons pas là.

« La collectivité soviétique gardera en outre tout le pouvoir politique, le contrôle fiscal, la banque, les transports, une juridiction sociale nettement prolétarienne et toutes les positions dominantes dans le domaine économique.

* *

« Un exemple précis qui éclairera tous les autres : Vous allez « posséder », à Moscou, les dix immeubles que vous faites construire. Supposons — et c'est assez peu probable — que dix autres grands entrepreneurs fassent comme vous. Le capitalisme possèdera dans l'immense capitale, cent immeubles.

« Les ouvriers de Moscou en possèdent déjà 24.490 propres à l'habitation, dont 3.762 modernes, pourvus du chauffage central, etc., sans compter le grand nombre de vastes immeubles réquisitionnés pour les services publics, crèches, écoles, universités et hôpitaux.

« Dans soixante-quinze ans, vos immeubles, dont le terrain ne vous appartient d'ailleurs pas, reviendront à la propriété collective. Vous savez bien que d'ici là les autorités soviétiques ne perdront pas leur temps que déjà un vaste plan de constructions neuves, de grosses réparations et d'entretien est partout à pied d'œuvre.

« Il en sera de même dans tous les domaines.

« Vous avez reconnu l'effort admirable du gouvernement russe pour pousser activement l'enseignement des masses, pour faire sortir des jeunes générations les pléiades d'ouvriers instruits, de paysans éduqués, d'ingénieurs, d'architectes, de chimistes, de médecins dont la nouvelle Russie a besoin.

« Faut-il mentionner l'armée rouge, encadrée de communistes, considérée comme un élément politique du nouveau régime prolétarien, sortie du peuple, mêlée à sa masse, intéressée à ses espoirs, bourrée de marxisme et frémissante d'action révolutionnaire mondiale ?

« Le communisme ne peut entrer d'un coup, tout équipé, dans une société déformée, anémiée sous plusieurs siècles de domination tsariste et saignée à blanc par huit années d'épreuves sans nom.

« Mais il a conquis en Russie, avec le capital formidable que je viens d'énumérer, toutes les possibilités d'épanouissement.

« Il s'affirmera de plus en plus, en contraste saisissant avec les agonies des régimes capitalistes les plus orgueilleux, comme un irrésistible exemple de progrès matériel et humain, dans tous les ordres de faits et de pensée.

« Le communisme est mort en Russie ? Portez-vous aussi bien que lui, cher monsieur. Vous serez là-bas aux premières loges pour assister au développement d'un pays qui, avant dix ans, ne sera pas seulement le plus vaste pays du globe par sa surface, mais aussi le plus grand du monde par la hauteur de son esprit public et de la perfection technique de son organisation communiste.

« La contagion, le rayonnement révolutionnaire de son exemple fera plus pour la chute des régimes capitalistes et l'émancipation des peuples que les actions libératrices les plus énergiquement conduites de ces peuples eux-mêmes.

Louis SELLIER.

La Révolution d'Octobre et l'Enseignement

Le but. — La période d'enthousiasme. — La période de calculs. — Le dénûment actuel. — La lutte pour l'instruction des masses

Le gouvernement des Soviets eut dès ses premiers jours nettement conscience que la conquête du savoir devrait, pour le prolétariat et pour les masses paysannes qui le suivent, être l'achèvement de la conquête du pouvoir. L'homme qui détient le pouvoir est, certes, le maître, mais ne l'est que dans un certain sens primitif du mot. Il faut posséder, en même temps que le pouvoir, une conscience développée de son pouvoir pour le bien exercer. Il faut que le prolétariat forme de nombreux techniciens de toute espèce, capables de remplacer les anciens intellectuels bourgeois ou à demi bourgeois, dans la direction idéologique et technique de la vie sociale. Il faut que le peuple tout entier s'instruise et surtout s'élève à une plus haute conscience politique. Mais de semblables tâches ne peuvent être remplies en peu de temps dans un pays arriéré et personne ne s'étonnera qu'en cinq années, d'ailleurs pleines du fracas des batailles et des difficultés croissantes de la ruine économique, nous n'ayons pu progresser beaucoup vers le but que nous nous étions assigné.

Ces temps derniers, plusieurs voix autorisées ont défini à nouveau la position de notre Parti dans la question de l'enseignement.

Au procès des socialistes-révolutionnaires, Boukharine disait : que la victoire du communisme où la bourgeoisie est partiellement resuscitée par la nouvelle politique économique, dépendra de la promptitude avec laquelle le prolétariat saura former ses propres techniciens. Au congrès des jeunesses communistes russes, Trotski, revenant sur ce sujet, a dit que c'était là une question de vie et de mort. Au congrès des syndicats, Rykov a pu dire que le *troisième front*, celui de la culture, est maintenant plus important que les deux autres, ceux de la guerre et du travail. Mais, ajouta-t-il, la lutte n'y peut pas être portée avec toute l'intensité voulue tant que la situation restera aussi difficile au front du travail. Certes le combat des idées, celui de nos idées, contre celles de la bourgeoisie — dont parlait Zinoviev aux dernières assises du Parti — continue, continuera avec ardeur. Mais nos bases d'opération, l'enseignement populaire élargi et trans-

formé, ont besoin d'immenses ressources qui nous font encore défaut.

L'histoire de l'enseignement, pendant la révolution, peut être divisée en deux périodes : 1918-19, année d'enthousiasme révolutionnaire, et 1920-21-22 années de calcul au cours desquelles nous nous rendons compte de mieux en mieux, de l'impossibilité de réaliser nos desseins aussi largement qu'il le faudrait.

La première période nous a laissé un héritage solide : notre déclaration sur l'enseignement, les fondements de l'Ecole Unique du Travail, les grandes lignes de l'enseignement politique et de ses méthodes, l'intelligence précise de l'enseignement professionnel général, d'excellentes directives pour la conquête des écoles supérieures par les éléments les mieux doués du prolétariat.

Ces premières années d'enthousiasme ont fait plus encore. Elles ont d'un seul coup fait surgir, où il n'y avait que quelques rares établissements d'éducation pré-scolaire, un réseau d'institutions embrassant plus de 200.000 enfants. En chiffres ronds, elles ont porté le nombre des écoles en Russie de 60.000 à 70.000. Elles ont créé en province toute une série d'écoles supérieures. Par malheur, ces succès réels, obtenus, remarquons-le, dans le feu de la guerre civile, ont été éphémères, ou plus exactement prématurés. La ruine de la Russie par la guerre impérialiste, la guerre civile et les destructions inévitables qui en résultent ont eu sur l'enseignement une influence néfaste. Toutes les ressources restant au pays ont dû être consacrées, et le sont presque exclusivement, aux organes vitaux de la république, grande industrie et transports. Il ne reste que fort peu de choses à l'instruction publique. Nous constatons à l'heure actuelle une forte diminution du nombre des institutions pré-scolaires, un resserrement rapide du réseau scolaire, la situation précaire de l'école du deuxième degré, bref que l'enseignement public en Russie vient de recevoir un coup sensible. Par bonheur, dans toutes ces épreuves, l'idéal d'école socialiste que nous nous étions formé, s'est, dans quelques cas, réalisé dans une importante mesure. Ainsi, le seul obstacle auquel nous nous heurtons, c'est le manque de ressources matérielles.

Mais pouvait-on s'attendre à autre chose ? Les pays les plus riches, l'Amérique y compris,

laissent l'entretien des écoles à la charge des budgets locaux et de l'initiative privée, l'Etat n'en assumant qu'une faible part. Il en fut tout autrement en Russie durant les années révolutionnaires. Aucune ressource privée ne contribua à l'entretien de l'école, aucun budget local. L'Etat prit tout sur lui, alors qu'il ne disposait que du blé réquisitionné et des presses de la banque nationale. Avec de si faibles ressources, il ne pouvait éviter, tôt ou tard, une crise redoutable.

Quelles mesures prenons-nous maintenant pour sauver et restaurer les bases de notre enseignement populaire, l'école à deux degrés et les fondations post-scolaires, bibliothèques, *isbas*-bibliothèques dans les campagnes, cours d'adultes, etc. ? Quelles institutions ont dû, au cours des derniers mois, être surtout réduites ? La mesure la plus importante, c'est évidemment celle que recommande le Commissariat des Finances pour l'amélioration des finances de l'Etat : le rétablissement du système des impôts, notamment locaux.

Notre mécanisme de prélèvement des impôts est encore en voie de développement. Les localités ont des ressources sérieuses qui s'accroissent. Le Commissariat de l'Instruction Publique compte obliger les comités exécutifs des Soviets de province à consacrer un pourcentage élevé de leurs ressources à l'enseignement. De cette façon, nos progrès iront de pair avec le relèvement économique.

Sous d'autres aspects, la situation est un peu meilleure. Les écoles supérieures avaient beaucoup souffert (abandon et délabrement des édifices, etc.) ; leur personnel avait été très éprouvé. Mais des mesures décisives ont été prises pour améliorer le sort des savants. De même la sélection des étudiants et la création des facultés ouvrières qui préparent les prolétaires à l'université nous ont conquis les milieux estudiantins. Les élections du Soviet de Pétrograd, celles des établissements d'enseignement supérieur de Moscou montrent que les communistes sont suivis de la jeunesse des écoles et des universités. Notre enseignement supérieur est encore dans une situation précaire. Mais nous pouvons souffler, nous pouvons commencer nos réformes intérieures, la révision profonde et sérieuse des programmes et des méthodes d'enseignement. Il a fallu, pour en arriver là — et cela nous a coûté — fermer un certain nombre d'universités récemment fondées et qui ne paraissaient pas viables en ce moment.

Jusqu'à présent, le Commissariat de l'Instruction Publique a réussi à conserver les prin-

cipaux foyers de vie scientifique et artistique du pays, à conserver intacts et même à enrichir et à classer les immenses richesses culturelles accumulées par les tsars, les seigneurs et les monastères. L'œuvre formidable accomplie dans ce domaine par la révolution sera, quelque jour, connue et appréciée.

A l'heure présente, la science russe, l'art russe constituent un élément important de la culture humaine. Cet élément, nous l'avons conservé et même accru. La révolution a fait apparaître bien des pousses nouvelles. Si bien qu'en nous résumant, nous pouvons dire : La révolution a indiqué la bonne voie. Nous savons ce que nous voulons faire et comment. Mais notre machine a besoin de combustible. A la réalisation de nos idées, il faut des ressources matérielles, et notre pays est encore dans un terrible dénûment. Mais les plus grands espoirs lui sont permis, et c'est avec confiance qu'il envisage l'avenir.

A. V. LOUNATCHARSKY.

L'Internationale Communiste

L'Internationale Communiste, revue paraissant en quatre langues dans les quatre principales capitales européennes, vient de paraître en France.

L'Internationale Communiste (numéro 21) contient des articles de : Zinoviev, Radek, Trotsky, Varga, Thaleimer, Losovsky, etc., c'est-à-dire des meilleurs théoriciens du communisme international.

L'Internationale Communiste est indispensable aux militants révolutionnaires du parti et des syndicats, aux hommes d'étude et aux hommes d'action, aux bibliothèques ouvrières.

L'Internationale Communiste forme un recueil unique de commentaires et de matériaux sur le mouvement révolutionnaire mondial.

L'Internationale Communiste est tirée à un nombre d'exemplaires limité. Il ne sera pas fait de second tirage. Ceux qui négligeront d'acquiescer à temps leur numéro auront du mal à constituer plus tard leur collection.

L'Internationale Communiste paraît sur 128 pages grand format et coûte 5 francs (franco, 5 fr. 50). La commander ou l'acheter à la librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

Après le Congrès National

Pas de confusion

Le camarade Orliange a cru devoir, dans le *Prolétaire du Centre* du 5 courant, donner un avis tendancieux à la suite de mon compte rendu de la réunion de la C. A. P. fédérale du 28 octobre.

Le camarade Treint, mal renseigné sans doute par son correspondant corrézien, a fait paraître, dans les *Cahiers Communistes* une note plus tendancieuse encore : deux affirmations : une calomnie et une erreur.

1° Je n'ai refusé les fonctions importantes de permanent, confiées d'ailleurs provisoirement par le C. D., que parce que mon gagne-pain, basé sur une clientèle lentement acquise, ne me permet pas de le quitter pour un temps même court. La misère me retrouverait bien vite après les clients disparus. De plus, je n'ai pas attendu la réunion de la C. A. P. fédérale pour faire connaître cette impossibilité au C. D.

Voilà pour la calomnie.

Voici maintenant l'erreur :

2° Orliange et Treint disent que la fédération est, au moins en majorité, pour la Gauche. Or, nos sections ne se classent pas. Mais elles sont toutes pour la Révolution russe et pour l'Internationale jusqu'au sacrifice complet. Elles s'en remettent toutes à la décision souveraine du Congrès mondial, confiantes qu'elles sont dans l'intelligence de l'Internationale.

Voilà ce qui est l'avis général de toutes les sections de la Fédération et de la grande majorité des militants.

Voilà sur quel point précis la C. A. P. a été d'accord à l'unanimité.

J'ajoute qu'il en a été de même au Comité Inter-fédéral, au moins dans sa séance dernière du 12 courant, à laquelle j'assistais.

M. VAZEILLES,

Secrétaire fédéral de la Corrèze.

Dans les Sections et les Fédérations

Nous avons reçu encore un certain nombre d'ordres du jour, que nous publions ci-dessous :

Fédération du Finistère

Le Comité fédéral, après avoir entendu le compte rendu du Congrès National, blâme les militants responsables des incidents scandaleux qui se sont produits à ce Congrès ;

Déclare qu'en ce qui concerne le vote sur la constitution du Comité directeur, il n'y a pas lieu de considérer les 24 mandats de la Fédération du Finistère comme ayant été accordés à telle tendance de préférence à telle autre, le délégué de la Fédération n'ayant voulu voter que pour le mode de représentation dont il était partisan (parité sans exclusivisme) ;

Affirme ses sentiments d'unité et de discipline communiste internationale ;

Et exprime sa volonté formelle de s'incorporer devant les décisions du 4^e Congrès mondial.

Fédération de la Manche

« Le Conseil Fédéral réclame des membres du Parti la discipline la plus absolue après les délibérations, la cessation de toute polémique personnelle, l'accord avec l'Internationale et l'élaboration rapide d'un programme communiste d'action... »

Section de Montceau-les-Mines

« La Section communiste de Montceau-les-Mines déclare se soumettre aux décisions du 4^e Congrès mondial, quelles que soient ces décisions ; renouvelle son attachement à la 3^e Internationale et à la Révolution russe ».

Section du Creusot

« La Section communiste du Creusot, réunie le 12 novembre 1922, affirme son inébranlable attachement à la 3^e Internationale ;

« Regrette les déplorable incidents qui se sont produits au Congrès de Paris et qui continuent dans la presse ;

« Espère fermement que l'arbitrage du Congrès mondial, loyalement accepté par tous les communistes sincères, « pour la sauvegarde de l'unité du Parti Communiste français », mettra fin une fois pour toutes à ces tiraillements et discordes. »

Section de Montreuil-Bonnin

La Section communiste de Montreuil-Bonnin, réunie en assemblée générale le 12 novembre 1922, après l'audition du camarade Barré, secrétaire fédéral délégué au Congrès National, vote à l'unanimité des membres présents, la déclaration suivante :

« Les communistes adhérents à la section de Montreuil-Bonnin proclament leur indéfectible attachement à la 3^e Internationale ;

« Félicitent la fraction de Gauche de la Section française pour son attitude au Congrès national du Parti français et vouent au mépris de tous les révolutionnaires ceux qui, par esprit de calcul ou de basse politique, essaient de porter atteinte à l'autorité de la 3^e Internationale. »

Section de Cognac

Les membres de la Section de Cognac (Charente), réunis en assemblée générale le 11 novembre 1922, après avoir entendu le camarade délégué au Congrès de Paris, et qui représentait la minorité de la Fédération,

« Déclarent protester de toute leur force contre les scandales sans précédent qui ont jeté dans le Congrès National le doute et la confusion dans tous les esprits ;

« Ils déclarent également que l'intransigeance outrancière de certains militants, l'ignominie dont ils ont couvert un grand nombre de camarades du Parti, et ce dans un journal lu par tous les militants, n'a fait qu'accroître ce confusionnisme et la crise du Parti ;

« Considérant tous ces faits, ils déplorent ce funeste état d'esprit et demandent que toute polémique jetant le discrédit sur un camarade soit rigoureusement écartée de la presse du Parti ;

« Enfin, ils renouvellent leur attachement profond à la 3^e Internationale et placent au-dessus des hommes, quels qu'ils soient, l'idéal communiste. »

Fédération du Gard

Le camarade César Mallos nous prie de préciser que l'ordre du jour voté par le Comité Fédéral du Gard et publié dans notre avant-dernier numéro, a été adopté à l'unanimité moins deux voix. Ces deux voix se sont portées sur une résolution présentée par la Gauche.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu les deux lettres suivantes :

Cher camarade,

Le B. C. ayant publié une déclaration du groupe Dondicol-Renoult, au bas de laquelle se trouve ma signature, je te prie de bien vouloir accueillir la mise au point suivante, dictée par ma pensée personnelle sur l'un des paragraphes de cette déclaration. (Ce paragraphe a trait à la scission ou à la rupture avec l'Internationale, qu'il envisage aussi néfastes l'une que l'autre.)

Je pense, moi, que la rupture du Parti avec la 3^e Internationale est chose *autrement grave et néfaste qu'une scission* — que plusieurs scissions même — que je déplorerais d'ailleurs infiniment et contre lesquelles j'essaie sincèrement de réagir avec ma Section et le groupe Renoult. Tout de même, le Parti peut vivre et bien vivre, même allégé des membres qui s'y trouvent mal à l'aise, et

aucune possibilité de développement ne lui est supprimée pour cela, au contraire. Tandis que, s'il est coupé de l'Internationale !!!... Mais concevoir un Parti Communiste dans cette condition, c'est pure aberration de l'esprit.

Je suis donc, sur ce point, quelque peu en désaccord avec mes camarades du groupe Renoult, dont pas mal cependant, s'ils étaient consultés, ne doivent guère s'éloigner de mon point de vue.

CH. PIÉTRI.

Cher camarade,

Je croyais et je crois toujours que l'accord du Centre et de la Gauche est une condition essentielle pour le triomphe des idées de l'Internationale Communiste en France.

Le Congrès de Paris a décidé autrement en mettant à la Direction du Parti une seule fraction : le Centre. Cette solution, quoique provisoire, a mis l'unité du Parti en jeu et aggravé encore davantage les rapports du Parti avec l'Internationale Communiste.

Dans ces conditions, je me vois dans l'obligation de vous envoyer ma démission de la Commission de Contrôle du Parti.

Fermement attaché à l'Internationale Communiste et croyant sincèrement qu'en dehors d'elle il n'y a pas de Parti Communiste possible, j'attendrai avec confiance son arbitrage.

Recevez, etc.

GLOSSMANN.

Le 4^e Congrès Mondial

Le Rapport de l'Exécutif

La séance du 11 à Moscou fut ouverte à 7 heures par Kolarov. Plusieurs commissions furent désignées pour l'étude des questions française, italienne, tchéco-slovaque, américaine, yougo-slave, espagnole et de la question noire.

Puis Zinoviev fit l'exposé du rapport moral de l'Exécutif et brossa à grands traits la tactique future de l'I. C.

Après le 3^e Congrès mondial a surgi partout une violente offensive du capital. Le prolétariat subit un grand nombre de défaites. Aussi la Russie devait-elle passer par la dure période de la famine, qui devait servir de prétexte aux mencheviks pour recommencer leur campagne de dénigrement et de diffamation contre le pouvoir des Soviets.

On accuse l'I. C. d'être un instrument politique de la Russie soviétique. Ce qui est certain, c'est que la 2^e Internationale est l'instrument dont se sert la bourgeoisie contre la Russie prolétarienne. Le leader de l'Union générale des travailleurs d'Angleterre et du Labour Parti britannique, M. Clynes, se solidarise avec M. Urquhart et lutte à ses côtés.

Le prolétariat se trouve dans la nécessité d'adopter une attitude défensive. Par conséquent, notre tactique doit continuer de s'inspirer du principe : Aller aux masses ! Et nous devons préconiser toujours la tactique du front unique.

La situation des Partis

Notre première grande campagne internationale en faveur du front unique ne put s'accomplir sans se heurter à de grandes difficultés de la part de certains groupes. Plus grandes seront les masses qui afflueront vers nous et plus difficile sera le procès de redressement. Notre initiative soulève des difficultés en France, et également en Italie. Il existe encore un certain manque de discipline internationale. Si déjà l'on doit faire semblable constatation lors des actions préparatoires, comment pourrions-nous entrer dans des périodes de lutte ?

En Allemagne

L'année passée, le Parti allemand connut une crise très grave. Mais grâce au concours de l'Internationale, il put la surmonter. Actuellement, le Parti allemand compte parmi les sections les mieux consolidées de l'Internationale. Seul, avec le Parti tchéco-slovaque, il a assez bien appliqué la tactique du front unique.

Les péripéties de la dernière grève des cheminots et le mouvement des Conseils d'usines en Allemagne sont exemplaires comme application de la tactique du front unique. Le Parti allemand est sorti raffermi de ce mouvement. Si ses effectifs n'ont pas trop grandi, ils ne sont cependant

pas inférieurs à ceux que comptaient les bolcheviks au moment de leur prise du pouvoir. L'Allemagne se trouve devant un rapide développement révolutionnaire. Il est donc absolument indispensable que le Parti Communiste y soit très fort.

Le P. C. Français

En France, le Parti Communiste a eu des débuts très pénibles. Le prolétariat français se trouve actuellement tout entier dans une position défensive. En 1919, près de deux millions de travailleurs étaient sur les positions d'offensive. En 1921, ce chiffre était réduit à environ 60.000, alors que plus de 1.200.000 avaient à se défendre contre les exigences patronales.

Le Parti français n'a pas encore appris à grouper les travailleurs. A l'avenir, il devra mieux préparer ses actions. Dans ce Parti, on soutient toujours la thèse que les luttes économiques ne sont pas du ressort du Parti. Les 21 conditions viennent d'être de nouveau confirmées. Cependant, la presse communiste française est encore bien loin de l'exécution même de la première de ces conditions.

Il y a dans le Parti français trois tendances : une Droite, un Centre, une Gauche. Le Centre embrasse encore des éléments « centristes » au sens international du mot, c'est-à-dire plutôt social-démocrates que communistes, qui doivent disparaître... La Gauche, malgré ses fautes, a généralement été seule à défendre la tactique de l'Internationale. C'est à elle que vont nos sympathies. Au sein du Centre, comme dans le groupe Renoult, il y a d'excellents éléments ouvriers auxquels nous voulons faire des avances. Les pourparlers avec tous les courants nous donnent confiance en l'unité du Parti français. Mais nous lui devons de critiquer sans ménagements ses erreurs.

En Italie

Les événements qui se déroulèrent au sein du mouvement ouvrier d'Italie sont un exemple éducatif pour l'Internationale.

Le conflit du Parti Socialiste italien avec l'Internationale n'était pas le résultat de la question de la crise immédiate du pouvoir. On lui demandait seulement d'exclure de ses rangs les agents de la bourgeoisie et de rendre ainsi le Parti capable d'accomplir des actions révolutionnaires. Le Parti Socialiste est responsable d'avoir préparé la route au fascisme. Notre tactique de Livourne a été vérifiée par les faits. Les travailleurs du Parti Socialiste italien ont dû apprendre à leurs dépens que dès qu'on passe un seul doigt au réformisme, celui-ci ne tarde pas à prendre toute la main.

Avec le P. C. d'Italie, l'Internationale avait également quelques différends. Les communistes italiens ont sauvé l'honneur du prolétariat. Au sein du Parti, il y a encore quelques vestiges de l'ancien antiparlementarisme, du soi-disant abstentionnisme. On n'y a pas encore intégralement exécuté la tactique du front unique. Le postulat du gouvernement ouvrier vint trop tard. Aussi, ici, il s'agit de faire une franche critique. Somme toute, le P. C. d'Italie se range parmi les meilleures troupes de lutte de l'Internationale.

En Tchéco-Slovaquie

En Tchéco-Slovaquie, le Parti Communiste uni-fié naquit après le 3^e Congrès mondial. Dans la question syndicale, le Parti s'est rendu coupable

de graves omissions, quoiqu'il fût appuyé par la majorité. En revanche, il a très bien appliqué la tactique du front unique, avec ce résultat que le Parti Socialiste national se décompose très rapidement.

Le Parti eut des différends avec l'Exécutif, à cause de l'exclusion de la prétendue Gauche. L'attitude de l'Exécutif n'implique point que la Gauche ait raison ou qu'il veuille appuyer sa politique. Au contraire, mais l'Exécutif est d'avis que l'exclusion de ces camarades pour leur infraction à la discipline serait une peine par trop sévère. Nous condamnons cette infraction qu'on ne saurait d'ailleurs aucunement comparer à celle de Paul Lévi. L'opposition tchéco-slovaque ne se compose point de traitres. Mais il faut qu'elle se soumette à la discipline du Parti. L'exclusion du Parti doit toujours demeurer une dernière extrémité. A notre avis, on y est allé un peu trop par quatre chemins. Pourtant, si l'opposition refuse de s'astreindre désormais à la discipline communiste, elle ne pourra naturellement rester chez nous.

En Norvège

En Norvège, les syndicats constituent la base du Parti. On n'y connaît point l'adhésion individuelle.

Le nom de l'organe central du Parti s'appelle toujours *Social-Demokraten*. On y publie aussi des articles qui combattent l'Internationale. Beaucoup de bons éléments ouvriers ne se sont pas encore complètement sévrés de leurs anciennes tendances syndicalistes. Il faut qu'on leur laisse le temps de se développer, mais il faut aussi que l'atavisme social-démocrate disparaisse.

En Pologne, le Parti est condamné à l'illégalité, mais il n'en continue pas moins d'être un Parti de masse. Il a un passé révolutionnaire. Il eut également des différends avec l'Exécutif dans la question agraire et la question des nationalités. L'Internationale veut qu'on travaille à neutraliser les paysans. Le Parti polonais manque encore de souplesse et d'élasticité.

En Roumanie, le Parti Communiste, malgré toutes les persécutions dont il est l'objet, reste sincèrement dévoué à l'Internationale.

De même, le Parti de Yougoslavie a beaucoup à souffrir par suite des persécutions de la bourgeoisie. Pourtant, le mouvement ouvrier montre les indices d'une renaissance qui se dessine.

En Angleterre, le communisme prend un développement assez lent. L'Angleterre n'est pas un pays de grandes organisations politiques. Le manque d'expériences révolutionnaires y crée de grandes difficultés à notre Parti.

En Autriche, le Parti progresse peu à peu.

En Hongrie, le mouvement de notre Parti est arrêté par suite des querelles de fractions. Il faut que le 4^e Congrès mette définitivement fin à ces querelles. Cela est d'autant plus décisif que le mouvement ouvrier général hongrois se trouve en voie de renaissance.

Au Japon, un Parti Communiste vient de se constituer. Aux Indes, nous faisons également des progrès. Puis nous possédons aussi certains cadres en Egypte, en Perse et en Chine. Cela est d'une grande importance pour notre lutte contre l'impérialisme international.

L'I. S. F.

La *Profintern* (I. S. R.) a également fait de bons progrès qui ne manqueront pas de s'accroître encore dans un avenir très prochain. Les hommes

d'Amsterdam préparent partout la scission. Il faut que nous défendions l'unité du mouvement syndical, mais en même temps il est de rigueur que nous prenions des contre-mesures contre les exclusions de nos militants. Aux scissions des Amsterdamois, opposons nettement le mot d'ordre de la réunion.

Dans le mouvement coopératif, nous pouvons également constater certains progrès encourageants.

Le mouvement des Jeunesses communistes a besoin de méthodes nouvelles pour réaliser de plus grands progrès.

Voilà notre rapport moral. Nous avons fait de grandes fautes, nous attendons une critique sévère, mais après agissons de concert et d'un commun effort. Il faut que nous restions une forte organisation internationale centralisée.

Le débat sur le Front Unique

Le 12, *Marshall* (Etat-Unis) et *Sullivan* (Etats-Unis) exposent leurs points de vue respectifs. *Sullivan* taxe la politique de *Marshall* d'opportunisme.

Voiovitich affirme, au nom des jeunes, que les Jeunesses communistes appliquent, non seulement théoriquement, le front unique, mais qu'elles le réalisent aussi pratiquement.

Malakka (Java) donne un aperçu du mouvement révolutionnaire de l'Orient. Le panislamisme joue actuellement un certain rôle révolutionnaire.

Dans sa réplique, *Zinoviev* présente des observations sur la forme des gouvernements ouvriers.

Un gouvernement bourgeois est nécessairement un gouvernement capitaliste, mais un gouvernement ouvrier n'est pas nécessairement prolétarien et socialiste. La bourgeoisie dispose d'avant-postes au sein du prolétariat, mais le prolétariat n'en possède point au sein de la bourgeoisie.

Boukharine, *Bordiga*, *Souvarine*, *Dormoy* et *Duret* prennent ensuite la parole.

Les trois derniers déclarent, au nom du Parti français, qu'ils voteront pour les résolutions de l'Exécutif, afin de donner une preuve de l'attachement de leur Parti à l'Internationale Communiste.

L'approbation du Rapport

Le 13, la discussion du rapport de l'Exécutif est terminée.

Une résolution, votée à l'unanimité, approuve la tactique de l'Exécutif et lui confirme ses pleins pouvoirs comme autorité suprême du mouvement communiste mondial.

Le discours de Lénine sur la nouvelle politique

A la séance de l'après-midi du 13, Lénine est présent. Dès qu'il apparaît, notre camarade est accueilli par des acclamations enthousiastes des délégués, qui, debout, chantent l'*Internationale*.

Puis Lénine prend la parole. Après avoir déclaré qu'il ne traitera qu'une partie de ce sujet si vaste : « Cinq ans de Révolution russe et les perspectives de la Révolution mondiale », il énumère les résultats obtenus depuis la mise en vigueur de la nouvelle politique économique. Il rappelle que dès 1918, lorsqu'il concentrerait tous ses efforts vers la réalisation immédiate du socialisme, — il affirmait que le capitalisme d'Etat serait pour la Russie un immense progrès en comparaison de la situation d'alors. « Cette conviction, dit-il, m'était inspirée par l'analyse des conditions de cette époque. L'élément petit-bourgeois prédominait dans le pays ; c'est pourquoi je pensais que le capitalisme d'Etat serait le plus sûr chemin qui nous mènerait vers le socialisme ».

« L'idée de la couverture de la ligne de retraite était bonne. Comme celle de l'offensive, la stratégie de la retraite doit être soigneusement préparée. Parfois il n'est pas difficile de s'assurer la victoire ; mais parfois aussi il est indispensable de bien assurer la retraite qui ne peut être évitée. Avec un régime prolétarien solidement établi, le capitalisme d'Etat est la ligne de retraite toute indiquée.

« En Russie, la guerre civile prit fin en 1921. Les ennemis des Soviets étaient mis dans l'impossibilité de continuer la lutte. Mais la plus

grave crise politique intérieure ne tarda pas à surgir. De grandes masses paysannes, et aussi ouvrières manifestèrent leur mécontentement ; ces masses pensaient que nous nous étions aventurés trop loin sur le terrain économique. C'est à ce moment, en mars 1921, que nous avons effectué le passage à la nouvelle politique économique. Les résultats acquis au cours des dix-huit mois qui viennent de s'écouler nous apportent la preuve que nous avons vu juste. »

Lénine fait un exposé du développement de la situation économique en Russie ; puis il aborde le problème financier. Du fait de la dépréciation du rouble, on en était arrivé à des chiffres absolument fantastiques. Là cependant n'était pas le point capital ; il résidait plutôt dans le problème de la stabilisation de la monnaie. Cette stabilisation fut opérée et promet d'excellents résultats, mais à condition que les assises de l'économie soient fortement consolidées.

« En 1921, la période de stabilisation dura trois mois ; en 1922, elle se prolongea pendant cinq mois, ce qui déjà constituait un progrès. Il n'est pas douteux que bientôt nous arriverons à une stabilisation parfaite et durable. Il convient de ne pas oublier que, jusqu'à présent, nous nous sommes trouvés dans un continu état de guerre. Nos acquisitions, dans ces conditions, sont donc remarquables, d'autant plus que nous ne les devons qu'à nos propres efforts. La stabilisation du rouble est d'une très grande importance pour le développement de notre commerce. »

Passant à l'étude des différentes couches sociales en Russie, Lénine constate qu'à présent la classe paysanne est satisfaite. Il n'en était pas de même en 1921. « La famine avait tout compromis. Nos ennemis s'efforcèrent de représenter le fléau comme étant une conséquence inévitable de l'économie socialiste, bien qu'en réalité elle fût la conséquence fatale de la guerre civile et des interventions étrangères.

« Fort heureusement, on put, sinon mettre un terme aux ravages causés par la famine du moins la combattre avec succès. Cette année, les paysans ont déjà versé, sans qu'il fût nécessaire d'exercer une pression, des impôts en nature sous la forme de centaines de millions de pouds de céréales. En Russie, c'est le prolétariat qui détient le pouvoir, mais il ne gouverne pas contre la classe paysanne. De ce côté, on n'a plus à craindre d'insurrections ; nous pouvons affirmer qu'il est désormais absolument impossible que les paysans se dressent contre nous, car ils n'ont plus aucun sujet de mécontentement sérieux. »

Une ère de prospérité générale vient de commencer pour la petite industrie et les masses ouvrières ont vu leur situation s'améliorer de façon très appréciable.

Lénine affirme que le pouvoir des Soviets ne peut se tromper sur le sentiment réel des travailleurs, parce qu'il est étroitement lié avec eux.

L'amélioration survenue dans la grande industrie est assez minime. Cela tient à ce qu'on refuse encore des prêts à la Russie. Or, même les grands Etats les plus développés industriellement ne peuvent se passer d'emprunts. Les concessions accordées, qui jusqu'à présent n'ont eu qu'une importance assez relative, ont cependant permis à la Russie soviétique de réaliser des économies sur les dépenses nécessitées par la reconstitution de sa grande industrie. Une bonne récolte et l'amélioration de la petite industrie ne suffisent pas pour garantir l'indépendance du peuple russe : ce qu'il faut, c'est également le relèvement, la remise en état de la grande industrie. Il faudra des années et des années pour atteindre ce but.

« Grâce à notre activité commerciale, dit Lénine, nous avons pu recueillir une vingtaine de millions de roubles-or, somme que nous avons consacrée à la reconstitution de notre grande industrie. Notre nouvelle politique économique nous donnera l'expérience des règles et usages du commerce. L'Etat a réussi à garder une forte position dans l'agriculture et dans l'industrie. Sans doute, nous devons apprendre encore bien des choses. Ce qui importe à l'heure actuelle, c'est de conserver la direction de l'Etat, pour mener celui-ci vers la réalisation du socialisme. Or, pour assurer cette réalisation, nous devons passer par le capitalisme d'Etat.

« D'ailleurs, en Russie, ce capitalisme d'Etat revêt des formes très particulières : les terres, la grande industrie et le commerce sont entre

les mains de l'Etat prolétarien. Seules, les entreprises moyennes ont été affermées. Par la création de Sociétés commerciales et industrielles mixtes, nous apprenons à faire nous-mêmes le commerce. Et lorsque ces Sociétés ne produisent pas les résultats que nous en attendions, nous avons toujours, à tout instant, la possibilité de les dissoudre. Certes, nous commettons encore des bêtises ; mais on aurait tort d'oublier que nous devons agir seuls, sans avoir à compter sur la moindre aide de l'étranger.

« L'appareil administratif de l'Etat russe est encore bien loin d'être parfait. Quelques dizaines de milliers de fonctionnaires nous étaient dévoués. Le reste, c'est-à-dire la plus grosse partie, était composé d'anciens fonctionnaires tsaristes, demeurés à leur poste, et qui, sciemment ou non, travaillaient contre nous. Nous avons créé un grand nombre d'écoles, qui nous fourniront de bonnes équipes de fonctionnaires nouveaux. Ce travail de régénération demandera du temps. Mais nous avons la certitude de pouvoir disposer, dans quelques années, d'un fort contingent d'hommes possédant les capacités indispensables pour nous permettre de procéder à un redressement fondamental de l'appareil administratif de l'Etat.

« Nos adversaires n'ont naturellement pas manqué d'exploiter honteusement notre aveu que la Russie révolutionnaire a commis de nombreuses fautes. Nous ne nions point ces fautes. Mais nous pouvons faire remarquer, cependant, qu'elles sont bien différentes de celles commises, au cours de ces dernières années, par les gouvernants bourgeois ou par les hommes de la 2^e Internationale. »

Et, à l'appui de cette assertion, Lénine cite le traité que passèrent avec Koltchak de soixante puissances civilisées, puis le traité de Versailles, qui constituent des « fautes » autrement graves que celles qu'a pu commettre la Russie lorsqu'elle traversait une terrible période.

« Les perspectives de révolution mondiale sont encourageantes, continue Lénine. Elles seraient meilleures encore, si la construction organique des Partis communistes était plus parfaite. Une étude plus approfondie des thèses d'organisation adoptées par le 3^e Congrès de l'I. C. est devenue indispensable. Les Russes font tout le possible pour apprendre beaucoup ; leurs camarades occidentaux ne doivent pas hésiter à les imiter. Il est de la plus extrême importance de savoir organiser solidement un Parti, de même qu'il est indispensable de savoir diriger le travail révolutionnaire. Lorsque nous aurons tous bien compris ces vérités, nous pourrions à juste titre affirmer que les perspectives de la Révolution mondiale ne sont pas seulement bonnes, mais qu'elles sont excellentes et autorisent tous les espoirs. »

Des applaudissements nourris et prolongés saluent cette péroraison du camarade Lénine.

N. LÉNINE.

Dans l'Internationale Syndicale Rouge

Les perspectives du deuxième Congrès

Il est temps pour le mouvement syndical révolutionnaire international de passer à l'action.

Le premier Congrès de l'I.S.R. a accompli une tâche importante : il a jeté les bases de l'organisation internationale des syndicats révolutionnaires, élaboré un programme d'action concret, donné une plateforme commune aux diverses tendances du mouvement syndical de gauche. Mais après son Congrès constitutif, l'I. S. R. s'est heurtée à des difficultés nombreuses qui, dans une certaine mesure, ont entravé son développement. Nous en avons vaincu la plus grande partie, et tout fait espérer qu'après le 2^e Congrès l'I. S. R. se consolidera définitivement et se trouvera en mesure d'entreprendre l'œuvre d'organisation et d'action révolutionnaires que les circonstances exigent impérieusement.

Nous avons eu à lutter à droite contre les gens d'Amsterdam et à gauche, — si l'on peut dire, — contre les syndicalistes-libertaires. Amsterdam a mené contre nous une lutte acharnée ; elle a exclu les militants et les organisations sympathisant avec nous ; elle a provoqué la scission du mouvement ouvrier français ; elle est en train de la préparer dans la C. G. T. de Tchéco-Slovaquie et dans les plus importantes organisations d'Allemagne. C'est une offensive en règle et en même temps un témoignage de la crainte que notre action inspire aux bureaucrates réformistes. Dans tous les pays, nous avons soutenu une opiniâtre campagne pour l'unité syndicale, et nous nous sommes énergiquement opposés aux tendances scissionnistes heureusement peu influentes, qui essayaient de se manifester parmi nous. L'offensive réformiste a néanmoins pris une ampleur si extraordinaire, que le deuxième Congrès se verra obligé d'adopter une ligne d'action bien définie pour les mois prochains. Nous avons l'amour de l'unité, mais pas la superstition. La Confédération Générale du Travail russe a décidé dans son récent Congrès de proposer à notre 2^e Congrès la constitution de fédérations internationales révolutionnaires de métier ou d'industrie. Les camarades russes, qui ont accompli tant d'efforts pour être admis au sein des fédérations internationales et qui se sont vu systématiquement refuser l'entrée ne veulent plus rester dans l'isolement. Leur proposition est de la plus grande importance et fera, sans doute, l'objet de discussions passionnées.

Chez les syndicalistes et syndicalistes-anarchistes, règne une confusion sans bornes. Nous avons eu à combattre le confusionnisme

qui va du syndicalisme « pur » du groupe Besnard (France) à l'anarchisme abstrait et contre-révolutionnaire de Borghi (Italie) et à l'anarchisme réformiste de Pestana (Espagne). Mais une rénovation salutaire est en train de s'opérer. Dans tous les pays les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire évoluent rapidement vers l'acceptation des principes du communisme et de la révolution russe. En Italie, la majorité de l'*Union Syndicale* groupée dans la fraction syndicaliste révolutionnaire dont Vecchi est le leader le plus en vue, s'est dressée, contre ceux qui prétendent convertir cette organisation ouvrière en une filiale de l'Union Anarchiste ; un fait pareil se produit en Espagne où les adversaires de l'orientation libertaire-réformiste que les dirigeants actuels de la C. N. T. veulent donner à l'organisation révolutionnaire du prolétariat espagnol, se constituent en « Comités Syndicalistes Révolutionnaires » pour la propagande des principes de l'I. S. R. En France, les éléments syndicalistes qui ont appris quelque chose des événements de ces dernières années l'ont emporté sur les confusionnistes syndicalistes-libertaires, et la C. G. T. U., au Congrès de Saint-Etienne, a voté l'adhésion à l'I. S. R. La situation est maintenant beaucoup plus claire qu'au moment de notre premier Congrès. Tous ceux qui y ont participé se souviennent du piètre spectacle de cette délégation syndicaliste française dans laquelle il y avait autant de tendances que de membres. Au 2^e Congrès nous nous trouverons en face d'une fraction syndicaliste relativement homogène qui fait certaines réserves pour adhérer à l'I. S. R. mais avec laquelle nous sommes sûrs d'arriver à un accord. Ce résultat sera considérablement facilité par le fait que personne ne s'oppose en réalité à la collaboration entre l'Internationale communiste et l'Internationale Syndicale Rouge. Le désaccord surgit lorsqu'il s'agit des modalités pratiques ; mais il ne sera pas difficile de l'aplanir. Une fois l'accord établi avec les fractions saines du syndicalisme révolutionnaire, le procès de dissolution, déjà initié, de l'anarchisme et du syndicalisme-anarchiste traditionnels se précipitera. Ceux qui semblent avoir l'horreur des organisations solides et puissantes, pourront poursuivre, sans danger pour l'unité révolutionnaire internationale, leur œuvre sectaire en créant ce que le Bureau Exécutif de l'I. S. R. a appelé une « Internationale de poche ». Mieux vaut qu'ils restent à l'écart, mieux vaut qu'ils nous quittent définitivement ; le mouvement ouvrier international y gagnera en clarté

et l'I. S. R., libre du poids mort des éléments négatifs, pourra s'adonner entièrement à son œuvre révolutionnaire.

L'I. S. R. s'est heurtée aussi à une certaine incompréhension de la part de quelques éléments communistes. Comme on le sait il y a eu en Allemagne une tendance « liquidatrice » qui croyait impossible de vaincre l'Internationale d'Amsterdam et voulait que l'on renoncât à créer une Internationale syndicale révolutionnaire. Cette tendance, représentée surtout par ceux qui suivaient Levi, a perdu tout son crédit. Et c'est elle qui a été « liquidée ». Les progrès réalisés en Allemagne même par l'I. S. R. ont convaincu la plupart des communistes de la nécessité de continuer sans relâche leur travail de pénétration dans les vieux syndicats. Le 2^e Congrès enregistrera l'heureux échec de cette tentative « liquidatrice » et donnera des directives précises aux noyaux syndicaux pour que leur labeur ait le maximum d'efficacité.

D'importantes questions d'organisation occuperont aussi le Congrès. Dans la période de

confusion qui a suivi le premier Congrès, l'application des résolutions adoptées par ce dernier était rendue très difficile. Nous avons surmonté les obstacles de cette première période ; la situation est maintenant plus nette ; nos forces seront, à partir du 2^e Congrès, beaucoup plus cohérentes ; aussi faudra-t-il établir une discipline internationale réelle. Les questions d'organisation et de tactique acquièrent de ce fait une importance de premier ordre. Il ne s'agit pas de consigner des décisions sur le papier, mais d'en prendre qui soient applicables et appliquées dans les divers pays. Notre Internationale ne doit pas suivre les traces de celles qui l'ont précédée, elle ne doit pas se réduire à n'être qu'une « boîte à lettres ». Elle veut être une Internationale d'action. La période d'action qui va s'ouvrir pour l'I. S. R. après la nécessaire période de constitution. C'est pourquoi il est indispensable que la doctrine et la tactique du mouvement révolutionnaire syndical soient précisées par notre 2^e Congrès.

Andrès NIN. (Moscou.)

Pour le Programme d'Action

Le combat contre les tendances scissionnistes au sein du Parti, la lutte contre toute tentative de rupture avec l'Internationale Communiste, de même que la lutte dirigée contre toute politique dont la conséquence serait une séparation plus accusée entre les masses ouvrières et le Parti Communiste par la rupture avec la C. G. T. U., voilà les tâches immédiates, les buts actuels que doivent se proposer tous ceux qui veulent sauver leur parti.

Tâche difficile, travail opiniâtre, devant être accomplis dans le plus bref délai si l'on veut que le Parti, dégagé de la dangereuse atmosphère de scission dans laquelle il a été plongé, puisse aborder d'une manière féconde l'examen et l'application des décisions du 4^e Congrès mondial. Mais travail d'autant plus efficace que cette lutte sera menée avec plus d'énergie et, surtout, avec le plus possible de rapidité. Les masses du Parti, en effet, averties du danger qui menace, feront aux scissionnistes et aux ennemis de l'Internationale la réponse qu'ils méritent. De plus en plus, elles se détacheront de ces chefs de tendances qui, par leur politique imprudente, ont compromis d'une telle façon l'avenir du Parti et du mouvement communiste dans ce pays.

Mais, une fois cette œuvre de salubrité effectuée au sein du Parti, le travail de redressement du P. C. sera loin d'être achevé. L'unité du Parti sauvée, il faudra travailler à la transformation de ce Parti, tout imprégné encore de l'esprit et des méthodes d'action de l'ancien Parti socialiste, parlementaire et électoral, en un vrai Parti Communiste révolutionnaire, en un *Parti de masses* dont l'arme essentielle ne sera plus l'action électorale, mais l'*action révolutionnaire des masses*.

Nous ne nous dissimulons pas que ce redressement sera beaucoup plus difficile à opérer que la première partie du travail auquel nous convions les communistes. Des problèmes secondaires, à propos desquels on va de nouveau s'efforcer de créer des débats passionnés au sein du Parti, vont

se poser. Tout d'abord, la question des organismes centraux, de la direction du Parti, va susciter des discussions au lendemain même de la décision du 4^e Congrès mondial. Cette décision, pour être applicable, risque bien, en effet, de ne satisfaire pleinement aucune des deux fractions : Centre et Gauche. Il est hors de doute, à l'heure actuelle, que ni l'une ni l'autre de ces fractions ne peut, à elle seule, assumer la charge et les responsabilités de la direction du Parti. Ni l'une ni l'autre ne possède l'autorité morale nécessaire : elles ont, l'une et l'autre, trop de responsabilités directes dans la crise actuelle ; elles ont, toutes deux, commis trop de fautes dans leur « politique de tendance » pour que l'on puisse placer en l'une d'elles une confiance illimitée. Ni l'une ni l'autre, d'autre part, ne s'appuie sur une majorité réelle. Dans ces conditions, une seule solution est possible, logique. Quelqu'indiscutables que soient les avantages d'une direction homogène pour un Parti Communiste, à l'heure actuelle pour le Parti français, cela n'est pas possible. La seule solution, c'est la collaboration, sur les bases des décisions du 4^e Congrès, de toutes les tendances existant actuellement au sein du Parti, pour l'exécution de la politique de l'Internationale, telle qu'elle sera définie par le Congrès mondial.

Représentation proportionnelle des tendances au sein du C. D. ou non ? Qu'importe, pourvu qu'on ait assuré le minimum indispensable de collaboration des éléments de toutes les tendances dans le travail du Parti : travail de réorganisation et de redressement au sein du Parti, travail de préparation et d'intensification de la lutte du Parti contre le capitalisme, une telle solution, nous en sommes sûrs, répondra à la volonté nettement exprimée des masses, des militants du Parti.

Solution provisoire, dira-t-on. Peut-être. Mais, sans aucun doute, solution nécessaire, solution de temps de crise, solution déterminée, imposée par la crise actuelle du Parti, solution hors de laquelle il est impossible d'apercevoir une issue !

Il nous serait facile, à mes amis de la tendance Dondicol-Renoult et à moi, de triompher du fait que cette solution s'impose aujourd'hui. N'est-ce pas là, en effet, la proposition que Renoult, dans le but d'empêcher la rupture entre le Centre et la Gauche, fit au Congrès de Paris ?

Pour autant que les événements nous donnent raison, nous aurions le droit de nous en féliciter ; mais, nous l'avons dit et écrit maintes et maintes fois : si nous avons défendu devant le Parti une politique opposée à celle de la motion Frossard-Souvarine, ce n'était pas pour le plaisir de dresser une tendance au sein du Parti. Disciplinés dans le Parti comme dans l'Internationale, nous appliquerons, nous nous efforcerons d'appliquer la politique du 4^e Congrès de l'Internationale et de la majorité du Parti.

Le Parti français a accepté, en son Congrès de Paris, la tactique du F. U. qu'il avait repoussée jusque-là. Nous ne sabotons pas l'application qu'il en fera. Nous y collaborerons de notre mieux, nous efforçant seulement d'empêcher les déviations, d'écartier les dangers indiscutables que comporte, de l'avis même de ses partisans, la tactique du F. U.

Dans la pratique du F. U. — sinon par la pratique du F. U. — le Parti Communiste français sortira enfin de l'inaction morbide dans laquelle il est plongé depuis si longtemps. Cela nous voulons l'espérer ; et qui plus est, nous nous emploierons de toutes nos forces pour que cela soit !

Alors commencera, pour le Parti Communiste français, une nouvelle phase de son développement. Le Parti français, dans l'action et par l'action seulement, se transformera. Dans la lutte contre la bourgeoisie, dans le combat quotidien de la classe ouvrière contre le capital, s'élaborera le Parti Communiste vraiment révolutionnaire, le Parti de masses, le Parti d'action de masses que doit devenir le Parti Communiste français. Dans l'action, le Parti se débarrassera de ses éléments troubles, des éléments opportunistes, des survivances de l'ancien Parti qu'un débat maintenu sur le plan idéologique et abstrait n'arrivera jamais à confondre et à terrasser.

Nous assisterons alors, sans aucun doute, à un regroupement des forces du Parti. Les éléments révolutionnaires qui se trouvent dispersés dans les trois tendances se retrouveront. Les étiquettes, arbitrairement collées, aujourd'hui, de Droite, Centre, Gauche, prendront alors un sens non équivoque, évident, pour tous les militants. Qui sera alors la Droite ou la Gauche, l'action se chargera de nous le montrer. D'ailleurs, n'est-ce pas là le processus qu'ont traversé tous les autres Partis de l'Internationale ? Il n'y a que dans notre Parti qu'on a voulu introduire une classification arbitraire à la suite de débats idéologiques. Et quels débats ! A Marseille, Heine était classé « extrême-gauche », parce qu'il était dans une certaine mesure anti-parlementaire et parce qu'il était contre le « praesidium ».

Après le dernier Congrès, où l'on n'a pas osé tout de même nous confondre avec la Droite de Verfeuil, Barabant, etc., j'en suis encore à me demander en quelle zone de cette géographie spéciale on a bien voulu parquer mes amis et moi : elles étaient déjà toutes occupées : droite, centre, gauche, extrême-gauche, etc.

Le regroupement de tous les éléments vraiment révolutionnaires s'effectuera inévitablement au cours de l'action que le Parti entreprendra... à la condition que le Parti veuille bien en entreprendre. Car c'est là l'objection que l'on ne manquera pas de me faire. Le C. D. actuel, dira-t-on, représentant uniquement la fraction du Centre, de ce centre qui n'est que trop la continuation des er-

reurs d'hier, est incapable de préparer, d'entraîner le Parti dans une action efficace. Il en serait de même d'un C. D. divisé, non homogène. C'est là, pour les camarades de la Gauche, les raisons pour lesquelles l'ancien C. D. fit si peu de chose.

On avouera que c'est là une explication un peu superficielle. En réalité, le C. D. n'a pas fait davantage parce que le Parti n'en a pas exigé davantage.

Dans les thèses présentées au dernier Congrès, les motions Dondicol-Renoult étaient les seules dénonçant l'inaction du Parti comme la principale cause de la crise actuelle. Au Congrès même, Duret a été le seul à faire la critique de l'action passée du Parti et de l'ancien C. D. Pourquoi ? Parce que, d'une part, le Centre était assez porté à se contenter du peu qui avait été fait ; et parce que, d'autre part, la Gauche avait d'autres préoccupations. La Gauche, fidèle à ses méthodes de travail, veut « épurer » le Parti avant de le voir entreprendre une action.

Le résultat de cette politique, on le connaît : ce fut la division des éléments révolutionnaires sur des questions secondaires d'organisation, d'hommes, etc..., qu'on a mises au premier plan.

Aujourd'hui, la justesse de notre point de vue est clairement démontrée par les événements. Le Parti ne deviendra un vrai Parti Communiste révolutionnaire que par l'action. Aux militants révolutionnaires de travailler au sein des masses du Parti, dans les sections et les fédérations, pour que celles-ci expriment clairement au C. D. leur volonté d'action, l'obligent à préparer, à organiser, à entreprendre l'action qui, seule, peut sauver le Parti.

Quelle doit être cette action ? Quel doit être le programme d'action du Parti Communiste français ? Il n'a pas tenu à nous que l'élaboration de ce programme ne figurât à l'ordre du jour du dernier Congrès, comme il figure à l'ordre du jour du 4^e Congrès de l'I. C., comme il est l'objet des discussions qui se poursuivent dans la plupart des autres Partis Communistes. Il faut que le Parti Communiste français s'attelle à cette besogne : *L'élaboration de son programme d'action.*

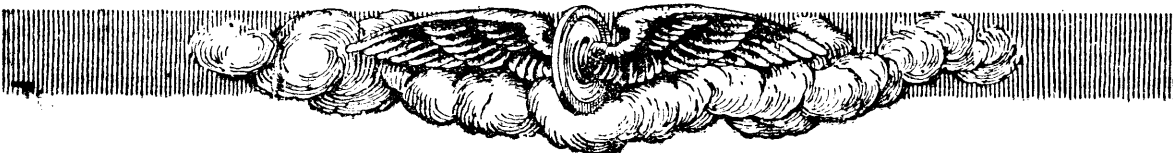
Obliger le Parti et le C. D. à préparer, à organiser, à entreprendre l'action révolutionnaire qui est la raison d'être du Parti Communiste ; forcer le C. D. à élaborer le programme d'action du Parti, voilà une plate-forme qui peut permettre le regroupement des éléments révolutionnaires du Parti, tout aussi bien qu'elle peut permettre la collaboration efficace de toutes les tendances du Parti, comme du Parti et du C. D. lui-même, si celui-ci sait se montrer à la hauteur de sa tâche.

GAYMANN.

P.-S. — Dans un article publié en réponse à mon papier du B. C. du 9 novembre, le citoyen Meslay semble indiquer que les déclarations faites par des membres de la Gauche de la 5^e Section, auxquelles je faisais allusion, étaient des déclarations faites au cours de *conversations privées*. Je tiens à préciser que ceci se rapporte à des déclarations faites au cours d'une *discussion de la section*. Les procès verbaux de la section en font foi. Quant à l'argumentation même du citoyen Meslay, ce sera, si l'on veut bien, dans un prochain article que nous la discuterons. — GAYMANN.

Abonnez-vous au BULLETIN
COMMUNISTE !

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



Le Parti Communiste Argentin

Le Parti Communiste argentin est né en 1917 — par voie de scission — de l'ancien Parti Socialiste et s'est d'abord appelé Parti Socialiste International. A ses débuts, il n'avait que 650 à 700 membres et éditait un organe bi-mensuel : l'*Internationale*.

Malgré son éloignement et son isolement par rapport au mouvement des grands pays d'Europe, notre jeune Parti se plaça, dès sa naissance, sur la plate-forme du socialisme scientifique marxiste. Deux mois avant la révolution d'octobre, comparant les idées de Kérenski et des bolcheviks, notre organe approuvait ces derniers.

La caractéristique sociale la plus frappante de notre Parti, c'est qu'il est principalement composé d'ouvriers manuels.

Nos efforts pour élargir et affermir notre organisation et la doter d'un quotidien ont été couronnés de succès. Le Parti argentin compte actuellement 3.000 à 3.5000 membres et a son journal quotidien (*l'Internationale*, Buenos-Ayres).

C'est un Parti centralisé, comme le veulent les statuts de l'I. C. Ses sections de la capitale constituent une fédération locale ; dans les provinces, elles se groupent en fédérations provinciales. Le Parti est dirigé par un Comité Exécutif de 15 membres formant cinq commissions de travail.

Son programme d'action déclare que le P. C. argentin « s'efforce d'amener toutes les masses opprimées — du prolétariat industriel aux couches moyennes et inférieures de la population — à la conquête du pouvoir politique, afin de transformer ce dernier en une institution dictatoriale qui emploiera la violence pour hâter la conversion du capitalisme en communisme » ; que le Parti « met constamment à profit, dans un but d'agitation révolutionnaire, les revendications vitales des masses » ; que ses mandataires au Parlement « subordonnent leur action à l'agitation révolutionnaire et tirent parti de la tribune parlementaire dans un but de propagande communiste et de critique systématique du capitalisme ».

Passons rapidement en revue les institutions et l'activité du Parti.

1. *Presse et publications.* Depuis un an, l'*Internationale*, bi-mensuelle, est devenue quotidienne. Ce résultat n'a été atteint qu'au prix de véritables sacrifices de la part des militants. Pendant un an, les membres du Parti ont dû verser chaque mois au Parti le salaire d'une journée de travail. Le fonds ainsi constitué nous a permis d'acquiescer une imprimerie où se publient, outre notre organe, une dizaine de feuilles syndicales et où se font, pour les organisations ouvrières, divers travaux typo-

graphiques. Les bénéfices de l'imprimerie contribuent à faire vivre le quotidien, qui tire à 6.500.

Dans l'intérieur, plusieurs périodiques communistes paraissent assez irrégulièrement, à la suite de difficultés matérielles.

Les difficultés matérielles (cherté du papier, des transports, des voyages, des locaux) entravent fortement notre propagande.

Notre librairie communiste publie des livres, brochures et feuilles volantes, signées souvent de militants russes connus. Elle a également publié les thèses de l'I. C. et des brochures des camarades argentins de l'I. S. R.

2. Tous nos groupements possèdent des bibliothèques. Quelques-unes de celles-ci sont très importantes. Elles sont entretenues au moyen de petites cotisations mensuelles. La bibliothèque *Renovation*, la plus importante, est entretenue par 150 sympathisants environ, dont une cinquantaine de femmes. C'est la seconde bibliothèque ouvrière de la capitale.

3. Notre mouvement féminin est plus important et beaucoup plus actif que celui des réformistes. Nos *Jeunes* ont 25 groupes réunissant près de 500 adhérents, et publient la *Juventud Comunista* (2.000 exempl.). Elles s'adressent avec succès à la propagande antimilitariste.

La bibliothèque *Esteban Etcheverría*, fondée dans un faubourg ouvrier, a organisé un groupe d'enfants et des cours pour les petits prolétaires. D'autres groupes semblables sont en voie d'organisation.

4. Mentionnons les principales campagnes du P. C. argentin : celle contre la *Ligue Patriotique* a donné d'excellents résultats, malgré les poursuites qu'elle nous a valuées. La réaction a fini par comprendre que ses ineptes mesures de répression ne faisaient qu'amplifier notre action.

(A plusieurs reprises, d'ailleurs, notre Parti eut à tenir tête à la répression. Pendant la grève générale de mai 1921, son Comité Exécutif fut arrêté, l'imprimerie de l'*Internationale* fut mise sous scellés pendant une dizaine de jours — sans que notre organe cessât pour cela de paraître — divers militants furent incarcérés.)

Après la sanglante répression des troubles du Sud, le Parti entreprit sa campagne contre la réaction et obligea toutes les organisations ouvrières à s'intéresser aux victimes de l'ordre. Le P. C. témoigna aux ouvriers déportés en Patagonie la sympathie agissante qu'ils méritaient.

Pour les affamés de la Volga, le Parti a travaillé inlassablement, inspirant, stimulant, contrôlant l'action de la classe ouvrière. Les sommes re-

cueillies ont été considérables. Nous avons pu mesurer l'influence communiste au nombre de réponses favorables que nous adressèrent les Syndicats invités à secourir les affamés de Russie par l'intermédiaire du Comité du Parti, au moment même où la Fédération Anarchiste organisait sa « campagne de secours à Makhno » et où les syndicalistes s'enfermaient dans l'équivoque.

5. *Relations internationale.* Le Parti argentin a noué des relations suivies avec les Partis frères de l'Uruguay et du Chili, ainsi qu'avec les groupes et militants isolés des autres pays sud-américains. Toutes nos éditions sont envoyées à l'étranger dans un but de propagande. Des tirages à part des livres et brochures que nous publions sont faits pour les camarades de l'Uruguay. L'*Internationale* est envoyée aux camarades des pays voisins pour servir à leur travail de diffusion des idées communistes. Les résultats de ces efforts sont déjà visibles. Le Parti Communiste brésilien, qui vient de se former, s'organise sur le modèle du nôtre ; en Bolivie, la presse bourgeoise redoute nos campagnes et un premier noyau communiste se constitue ; au Chili, notre presse est largement reproduite, et nous pensons avoir quelque part à la transformation du Parti Socialiste en Parti Communiste et à l'adhésion des Syndicats à l'I. S. R. ; au Pérou, enfin, les organisations ouvrières se transforment, renonçant à l'ancien corporatisme pour adopter, à l'instar de celles de l'Argentine, la forme industrielle.

6. *Action syndicale.* Des groupes communistes existent dans presque tous les syndicats importants. Leurs délégués se réunissent périodiquement et nomment un Comité Central qui, avec la sanction du Comité Exécutif du Parti, dirige l'ac-

tion communiste dans les syndicats. Un Comité de propagande de l'I. S. R. rallie à la fois communistes et non communistes.

Le Parti sert opiniâtement la cause de l'unité syndicale. A Cordoba, Santa-Fé, Mendoza, Buenos-Ayres, les militants les plus actifs du Parti figurent aussi parmi ceux des syndicats. Rien qu'à Buenos-Ayres, les secrétaires d'une douzaine de syndicats sont affiliés au Parti.

7. *Action électorale.* Le nombre des suffrages obtenus par le Parti dans la capitale au cours des élections nationales des dernières années croît avec régularité. Le voici : mars 1918, 2.753 ; mars 1919, 3.018 ; mars 1920, 2.938 ; mars 1922, 4.215.

Aux élections municipales d'octobre 1918, nous avons obtenu 3.259 suffrages ; en novembre 1920, nous en obtenions 5.601.

Ces chiffres expriment, en quatre ans, une augmentation de 53 % aux élections nationales et de 71,8 % aux élections municipales. Le Parti est représenté à la municipalité de Buenos-Ayres par 1 conseiller et l'élection d'un second, en novembre, paraît assurée.

Dans les localités ouvrières telles que Rosario et Cordoba, les candidats du Parti ont recueilli plus de voix que les réformistes.

8. Les colonies d'émigrants étrangers existant en Argentine ne sont pas négligées par notre propagande. Des sections communistes italienne, russe, allemande et lithuanienne s'y consacrent.

Les renseignements sommaires que nous venons de donner nous paraissent indiquer suffisamment les progrès réalisés en quatre années de labeur par le jeune Parti Communiste argentin.

PENELON et GRECO.

Dans nos Fédérations⁽¹⁾

SEINE-INFÉRIEURE

Comptant près d'un million d'habitants, exactement 890.000, ce département est un des rares qui aient vu leur population augmenter depuis dix ans.

Baigné par la Manche sur plus de 130 kilomètres de littoral, la Seine l'arrose sur une longueur semblable et, pendant 110 kilomètres, porte les gros navires maritimes.

Traversé par le premier et le second degrés ouest du méridien, et le 50° de latitude, son climat est doux et pluvieux.

Un réseau excellent de routes et un réseau de voies ferrées importantes le desservent.

C'est l'antichambre des populations denses des régions centre, est, nord, un peu des régions ouest, mais surtout de Paris.

Un pareil département ne peut être qu'actif, c'est le cas.

Ses ports sont parmi les plus grands, ils ont

le plus fort tonnage en transactions, ce sont : Le Havre, Rouen, Dieppe, Le Tréport, Fécamp, Caudebec, Duclair, Elbeuf. C'est au Havre que se fixent les cours des cafés et des cotons, pour la France. La spécialité des tissus fabriqués en la région rouennaise est universellement connue sous le nom de « rouenneries ».

Les paquebots de tous les pays font escale au Havre, il est des navires visitant tous les pays, dont les ports d'attache sont Le Havre, Dieppe, Rouen.

L'industrie textile (cotons, laines, lins), est surtout considérable à Rouen, Le Havre, Bolbec, Lillebonne, Gruchet, Barentin, Pavilly, Monville, Fontaine-le-Bourg, Malaunay, Le Houllme, N.-D.-de-Bondeville, Maromme, Déville, Bapeaume, Petit-Quevilly, Elbeuf, Oissel, Saint-Etienne-du-Rouvray, Sotteville, Darneval, Saint-Léger-du-Bourg-Denis, Roncherolles, Saint-Aubin-Epinay, Amfreville-la-Mi-Voie, Saint-Pierre-de-Varengeville, Villiers-Escalles, Caudebec-Saint-Pierre et Saint-Aubin-lès-Elbeuf, Sainte-Austreberte, Avremes-

(1) Extrait de la *Monographie de la Seine-Inférieure*, par Ernest Lepez, 3 fr. 50 franco contre chèque postal Rouen 0.84, à Genermont, 16, rue Damiette, à Rouen.

nil, Brachy, Gueures, Luneray, Longueville, Denestanville, Saint-Crespin, Offranville, Ouville-la-Rivière, Saint-Denis-d'Aulon, Lanquetot, Yvetot, Veauville-les-Baons, Hercanville, Evronville, Normanville, avec 100.000 travailleurs des deux sexes et de tous âges.

..

Il y a une fabrique de soie artificielle à Arques, une fabrique de tulle et dentelles à Grand-Couronne.

Des papeteries à Barentin, Grand-Quevilly, Saint-Aubin-Jouxte-Boulleng, et Ponts-et-Maraais.

Des usines de produits chimiques au Havre, à Rouen, à Lescures, à Quevilly, à Monville, à Oisel.

Des usines d'artifice à Quevilly, Maromme. Le Havre et Rouen.

Des fabriques d'huiles et de savons à Martin-Eglise, Le Havre, Fécamp, Rouen, Petit-Quevilly.

Des raffineries de pétrole au Havre, mais surtout à Rouen et Quevilly.

Des usines travaillant les cuirs à Saint-Saëns, Fécamp et Rouen.

Des teintureriers à Darnetal, Rouen, Maromme.

Des hauts fourneaux à Couronne, d'importantes usines métallurgiques au Havre, Harfleur, Gonfreville-l'Orcher, Rouen, Quevilly, Pavilly, Elbeuf, Dieppe, Saint-Etienne-du-Rouvray, Oissel, Deville et Maromme.

A Saint-Nicolas-d'Aliermont, se cantonne l'industrie horlogère de précision ; il y en a aussi à Sainte-Austreberte.

De très importants chantiers navals de construction sont au Havre, à Grand-Quevilly, Le Trait, Dieppe et Fécamp.

Les verreries sont groupées autour des forêts, surtout ; elles sont au Tréport, à Eu, Incheville, Offranville, Graille-Sainte-Honorine, Aumale, Vieux-Rouen, Blangy-sur-Bresle, Les Essards-Varimpré, Guerville, Hodeng-au-Bosc, Nesle-Normandeuse, Retonval et Saint-Riquier-en-Rivière.

..

Fécamp est le premier port de France pour l'armement à la pêche et le second port de pêche ordinaire ; il arme surtout pour la pêche à la morue, en Islande et à Terre-Neuve, ainsi que pour la pêche au hareng et au maquereau (150 bâtiments pour 23.000 tonneaux et 2.300 marins en 1921).

Dieppe, Saint-Valery, Le Tréport, Le Havre, arment aussi de nombreux bateaux pour la pêche au hareng et au maquereau, ainsi que pour la pêche côtière. Pour cette dernière pêche, Yport, Etretat arment également quelques petits bateaux.

Pour la navigation commerciale et la pêche, le département fournit 10.000 marins.

La salaison, la sauriserie, à Fécamp, surtout, puis à Dieppe, à Saint-Valery-en-Caux et Petit-Quevilly, emploient plus de 2.000 personnes.

Le département de Seine-Inférieure a une superficie de 614.731 hectares ; 388.000 hectares sont en terres labourables, 28.000 en prairies, 18.000 en côtes et landes, 68.000 en forêts, et 112.000 hectares représentent la superficie des villes, bourgs et constructions diverses.

Environ 300.000 habitants sont attachés à la culture.

Les trois quarts de la propriété agricole appartiennent à des hobereaux, seigneurs de « haute lignée », princes, marquis, comtes, barons, ainsi qu'aux grands patrons du textile qui remploient, à l'exploitation des ruraux, les bénéfices scandaleux récupérés sur le travail des ouvriers des villes.

Ces gros et moyens propriétaires ont à leur service 30.526 fermiers, non propriétaires, auxquels ils n'accordent même pas le droit de chasse sur les terres louées pour la culture.

Le quart de la propriété seulement est cultivé par ceux à qui il appartient.

Pour vivre il faut, en notre région, travailler une terre d'une superficie supérieure à 15 hectares.

La culture produit, chez nous, du blé, de l'avoine, du lin, du colza, un peu d'orge et de seigle, de la betterave et un peu de chicorée.

L'approvisionnement des villes nécessite une culture maraîchère très importante, dans la vallée de la Seine et dans celle de la Durdent surtout.

Toute la région du pays de Bray élève d'immenses troupeaux bovins et produit de grandes quantités de beurre et de fromages. On y fabrique aussi des conserves de lait pasteurisé.

Le Pays de Caux élève aussi des bovins, mais surtout de fort beaux chevaux de trait et de trot. Il produit également du beurre.

Les moutons deviennent rares, il n'y a plus guère qu'une exploitation, dans la région dieppoise, pour élever le mouton dont on tire la laine à tisser.

..

Les 68.000 hectares de belles forêts de chênes, charmes, hêtres, pins sylvestres, sapins, châtaigniers, ont donné naissance à de multiples industries. Toutes les vallées, nombreuses, du département, comportent des ateliers de fabrication de meubles (on exporte beaucoup de meubles cauchois, de style ancien, de sculptures jolies) ; aussi des ateliers pour la fabrication de sabots, d'accessoirs pour les usines du textile, de parties d'instruments aratoires.

Les bûcherons sont en nombre important.

Les larges vallées ont leurs vanniers nombreux, travaillant chez eux.

Dieppe a encore ses artistes ivoiriers et ses dentelliers.

Tout le long des rivières, se rencontrent des « moulins à blé », des sucreries nombreuses.

Les 995 kilomètres de cours d'eau représentent, pour les 216 sources, une force utilisable de 18.500 chevaux, et sont équipés pour

plus de 8.000 chevaux-vapeur de force, mais on n'en utilise que 5.000 à peine. Outre les minoteries, — dont la plupart, d'ailleurs, utilisent le charbon ou l'électricité, dont le courant couvre tout le département maintenant, — les rivières actionnent de nombreuses usines débitant le bois.

Il n'est pas de canton (il en est 55 pour 760 communes), qui ne possède plusieurs fabriques de tuiles, briques et chaux.

Les hautes falaises, à pic, de 100 à 170 mètres d'élévation, que la Manche ronge sans cesse, et que les fleuves et rivières creusent profondément, sont couronnées d'un haut plateau calcaire qui ne retient pas les pluies.

Mais le sous-sol argileux les retient et les cours d'eau sont à niveau presque constant.

Le sous-sol recèle du grès, du tripoli, de l'alun, qu'on exploite. Il contient aussi de la lignite, du charbon, du minerai de fer, qu'on n'exploite pas, et dont on trouve les gisements principaux vers Forges-les-Eaux, Gournay, Dieppe et la presqu'île havraise. Sous Charles VI on exploitait encore une « riche » mine de fer à Bellemcombe. Les Romains ont exploité intensivement ces richesses, au temps de l'occupation.

Vers Gournay-en-Bray, surtout, on exploite des carrières de terre réfractaire.

Les ouvriers industriels gagnent de 10 à 16 francs par jour et fort rarement dépassent ce salaire, pour 9 et 10 heures de travail effectif. La journée de 8 heures a été fort rarement appliquée, les maisons qui l'ont appliquée l'appliquent encore, sauf dans la métallurgie. Le textile applique encore la semaine anglaise, ainsi que beaucoup de maisons de commerce de gros.

Dans la culture, les ouvriers ayant un ménage gagnent 10 à 12 francs et nourris, les domestiques, c'est-à-dire ceux qui sont logés à la ferme et nourris gagnent de 300 à 2.000 francs par an.

Les marins sont à la part, ceux qui « font » Terre-Neuve ou Islande et partent 7 ou 8 mois, gagnent au maximum 6 à 7.000 francs par an. La durée du travail pour les agriculteurs et les pêcheurs n'est pas limitée.

Le commerce dans le département est forcément considérable.

A travers les siècles, le territoire du département a été le théâtre de guerres étrangères et civiles.

De la succession des envahisseurs de toutes origines, est née une race d'hommes prudents, froids, réservés.

Inlassablement, pendant des années, malgré toutes aventures, ces hommes poursuivent leur but.

Ils se donnent difficilement, mais ne se reprennent que fort rarement et, résolus, rien, ni personne, ne les arrête. Mais la besogne leur convient mieux que le bruit ; les gestes, davantage que la parole.

Devant un orateur, si brillant soit-il, ils applaudissent rarement, mais quittent la salle,

si le sujet ne les intéresse pas. Déjà, pour assister à une réunion publique, ils ont dû faire un effort...

La race, extrêmement solide, antan, s'est étiolée, surtout au cours du siècle dernier, par suite de l'abus de l'alcool. (Edouard-Adam, qui perfectionna l'alambic, était Rouennais...)

Ces hommes lisent peu. Pour les convaincre, il faut leur citer des faits, des exemples probants, et des programmes concrets. La spéculation financière ou cérébrale n'est pas leur fait... Cependant, ils savent compter, même s'ils ne savent pas lire... Le fonctionnarisme leur déplaît et le travail dur ne leur fait pas peur. La Révolution non plus ne leur fait pas peur, et ils l'ont prouvé, à travers les siècles, mais ils veulent savoir pourquoi et avec qui.

Dès l'origine des idées socialistes, il y avait des socialistes groupés en notre département.

La Fédération socialiste fut unitaire, même au temps des divisions d'écoles.

La Fédération syndicale groupa très vite tous les syndicats à idéal socialiste. Dès 1888, il n'y avait plus de syndicats barberettistes chez nous.

A la suite de la scission de Tours, sur 2.400 adhérents réunis, dans le Parti en avril 1920, 400, déjà, nous avaient quittés, apeurés par les 143 condamnations et les centaines de révoqueries et renvois prononcés à la suite de la grève de mai 1920.

C'est que la magistrature et le jury de propriétaires, sont féroces chez nous. Nous sommes le pays où Durand fut condamné à mort pour complicité morale dans un assassinat qu'il ignorait et alors que les assassins véritables n'eurent que quelques années de prison.

Après la scission du Parti, à Tours, 600 militants nous quittèrent, 300, au maximum, pour constituer le « Parti dissident », les autres restant en dehors de toute organisation politique, attendant une nouvelle unité ou un programme d'action sérieuse.

Depuis, 200 de ces camarades sont revenus et la Fédération Communiste compte actuellement 1.600 cotisants réguliers. Ses sections sont à Amfreville-la-Mi-Voie, Bolbec, Caudebec-les-Elbeuf, Cléon, Canteleu, Darnetal, Déville, Dieppe, Elbeuf, Elettot, Fécamp, Froberville, Gournay-en-Bray, Grand et Petit-Quevilly, Grand et Petit-Couronne, Le Havre, Le Houltme, Harfleur, Monville, Mont-Saint-Aignan, Maromme, Montivilliers, Malaunay, N.-D.-de-Bondeville, Oissel, Orival, Rouen, Sotteville-les-Rouen, Saint-Etienne-du-Rouvray, Saint-Valéry-en-Caux, Sanvic, Saint-Pierre-les-Elbeuf, Serqueux, Saint-Jean-du-Cardonnay, Le Tréport, Tourville-la-Rivière, Le Trait, Epreville, Lillebonne, Blangy-sur-Bresle, et Eu, plus des adhérents individuels en douze autres communes et des correspondants en 200 communes du département.

Le Parti Communiste détient la totalité de la municipalité de Saint-Etienne-du-Rouvray, la presque totalité à Petit-Quevilly, la majo-

rité à Tourville-la-Rivière, où sont maires, les camarades Lecourt, Bazin et Lecesne.

Il a des élus à Maromme (avec le camarade Malmaison, adjoint), à Caudebec-les-Elbeuf (adjoint Duruflé), à Grand-Quevilly, La Mi-Voie, Saint-Nicolas-d'Aliermont, Petit-Couronne, Darnetal, Froberville, Eiletot, Elbeuf et Cléon.

Au Conseil général, il détient les sièges du canton de Grand-Couronne (avec Bazin), et du 4^e canton du Havre (avec le marin Roger Roland, condamné d'Etat et, bientôt, avec André Marty).

Au Conseil d'arrondissement de Rouen, il a le siège du canton de Grand-Couronne avec Chevallier.

Les membres du Parti Socialiste dissident ne peuvent plus obtenir un seul siège dans le département, sans une alliance étroite avec les radicaux et les réactionnaires (comme dans le canton de Sotteville, par exemple).

Nos résultats électoraux sont obtenus sans aucune équivoque.

Cela juge les uns et les autres.

Lors des élections de 1919, les candidats du Parti Socialiste unifié obtinrent 41.101 voix, sur lesquelles, au moins 8.000 étaient des voix de radicaux sincères, d'ouvriers, ne voulant pas voter pour le Bloc National. Lors de la prochaine consultation, nous retrouverons la plus grosse part de ces suffrages.

Aux élections cantonales de mai dernier, sans aucune compromission, avec un programme révolutionnaire net, ayant partout contre nous les dissidents, nous avons réuni 15.000 voix dans 15 cantons sur 55. Les cantons les plus ouvriers et les plus peuplés, il est vrai.

La Fédération Communiste possède un journal hebdomadaire, depuis mai 1921 : *Le Communiste de Normandie*. Ce journal a 1.250 abonnés et vend 4.000 numéros hebdomadairement.

La vente de *l'Humanité*, dans le département, dépasse 5.000 numéros quotidiennement et elle a près de 500 abonnés chez nous.

Nous avons constaté, par la confrontation des ventes, selon les communes, que la moitié des lecteurs du *Communiste* ne lisent pas *l'Humanité*, et qu'un peu plus de la moitié des lecteurs de *l'Humanité* ne lisent pas le *Communiste*. Cela donne environ 8.000 lecteurs-acheteurs de journaux communistes dans le département, — qui compte aussi quelques centaines de lecteurs de la *Vie Ouvrière*.

D'autre part, à Sotteville, Saint-Etienne-du-Rouvray et Saint-Pierre-les-Elbeuf, des sections de Pupilles existent créées par nos sections communistes. Au Houlme, à Petit-Quevilly, à Sotteville, à Elbeuf, à Rouen, des sections artistiques fonctionnent très bien et donnent des fêtes au profit du Parti. A Elbeuf, Darnetal, des musiques, composées de nos amis, sont au service de la classe ouvrière. La section de Fécamp possède son cinéma.

Enfin, nos camarades du Parti Communiste et des syndicats unitaires de Rouen, ont

constitué une phalange de chanteurs et comédiens, sous l'égide des « fêtes du Peuple ». Cette organisation donnait, le 11 novembre dernier, — à l'occasion de l'Armistice, — une fête « pour la Paix », dont la haute valeur artistique fut signalée par les rédacteurs des journaux bourgeois, eux-mêmes.

Ces manifestations, la participation importante de solidarité, de notre fédération communiste dans les grèves du Havre, et dans la lutte contre l'impôt sur le salaire, prouvent son activité sur tous les terrains.

Les syndicats à l'ancienne C. G. T., avant la scission de décembre 1921, groupaient 20.000 adhérents dans le département. Ils en avaient groupé 41.000 en avril 1920.

La scission a permis la reprise de l'organisation offensive.

Gauthier, secrétaire de l'Union départementale Unitaire, avec Engler, à Rouen, Quesnel, au Havre, aidés de nos camarades communistes à Elbeuf, à Dieppe, au Tréport, à Blangy-sur-Bresle, à Bolbec, ont fait une action incessante.

La grève du Havre est une illustration de leur activité et de la résolution des Normands, quand ils ont compris.

Il y a, dès maintenant, plus de 30.000 syndiqués à l'organisation unitaire, alors qu'il n'en reste guère plus de 5.000 à l'ancienne C. G. T.

Les organisations syndicales sont à Rouen, Quevilly, Sotteville, Saint-Etienne, Oissel, Elbeuf et l'agglomération, Le Trait, Couronne, Déville, Maromme, Bondeville, Le Houlme, Malaunay, Monville, Barentin-Pavilly, Bolbec, Le Havre, Harfleur, Fécamp, Bréauté, Dieppe, Le Tréport, Eu, Blangy, Darnetal, Arques, Saint-Nicolas-d'Aliermont, Gournay, Motteville.

La coopération est entre les mains des réformistes et s'étirole.

La conclusion ? C'est travailler activement à la propagande communiste et syndicale. Il y a partout à recruter, en ce département de travailleurs, allons-y.

Ernest LEPEZ.

Bulletin Communites

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS INDIVIDUELS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

ABONNEMENTS COLLECTIFS

Fédérations et Sections	
3 mois	3 »
6 mois	6 »
12 mois	12 »

OPINIONS DE MILITANTS

Où vont-ils ?

Le *Bulletin Communiste*, dans son dernier numéro, s'annonce aux camarades comme l'organe de toutes les tendances et demande la collaboration de tous les militants. Je me réjouis, pour ma part, de cette attitude, et j'en profite pour venir poser ici une question que j'aimerais fort voir résoudre par un camarade qualifié de la direction du Parti.

Sous le titre « Le Congrès National et la crise du Parti », Soutif expose, selon son propre point de vue, les négociations qui eurent lieu avant le Congrès entre les deux fractions.

Je trouve dans cet article le passage suivant : « Celle-ci (la Gauche) présenta un soir au C. D. « une résolution qui préconisait une politique syndicale absolument inacceptable ». Suit un passage de la résolution de la Gauche, que je reproduis tel qu'il est dans l'article de Soutif : « Le « vaste travail qu'il (le Parti Communiste) aura « par suite à accomplir, rend insuffisante la Commission Syndicale constituée auprès du C. D. « Cette Commission Syndicale devra être complétée par la création de commissions analogues « dans chaque fédération. Ces commissions auront pour tâche spéciale de faire un recensement de tous les syndiqués de leur fédération, « de les grouper par professions et par usines, de « façon à constituer un groupement des membres « par lieu de travail à côté du groupement actuel « par domicile, de discuter et d'examiner avec « eux toutes les questions que le mouvement fera « surgir et de coordonner leur action. Elles seront « en contact permanent avec la Commission Syndicale Centrale à laquelle elles devront adresser « régulièrement des rapports sur leur activité. La « Commission Syndicale Centrale réunira les militants en conférence chaque fois qu'elle le jugera nécessaire ».

Mais cette motion de politique syndicale de la Gauche, de quoi s'inspire-t-elle ? Tout simplement des décisions et des vues de l'I. C. sur cette question. Voici en effet en quels termes s'exprimait le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dans sa lettre au C. D. du Parti français du 26 juillet 1922 : « Il faut recenser les communistes « des syndicats, les mettre en liaison les uns avec « les autres, les tenir sous le contrôle et la direction de l'organe correspondant du Parti. Les « organisations locales du Parti doivent, dans les « questions de tactique syndicale, recevoir une direction permanente de la part du Comité central.

« Pour cette raison il serait utile de constituer, « auprès du Comité central, une commission permanente pour les questions syndicales. Cette « commission peut comprendre plusieurs membres « du Comité central, familiers avec les questions « syndicales et quelques ouvriers communistes, « militant principalement ou exclusivement dans « les syndicats. Toutes les questions concernant « le mouvement professionnel devant passer par « cette commission, celles qui ont une importance « particulière ou qui suscitent des divergences « d'opinion à l'intérieur de la commission doivent « être remises à la décision du Comité central.

« Elle organise à Paris des réunions et des conférences des communistes militant dans les syndicats, afin d'éclairer la vie intérieure de ces « derniers, les groupements doctrinaux, les propositions et les méthodes de propagande et d'organisation, etc. Il serait désirable d'admettre avec « voix consultative à ces conférences les syndicalistes révolutionnaires, pour leur faire comprendre, par la pratique, que le Parti Communiste « est l'avant-garde prolétarienne organisée qui se « propose de conquérir un rôle dirigeant dans « tous les domaines de la vie et de la lutte de la « classe ouvrière ».

Ainsi qu'on peut le constater, la motion de la Gauche est entièrement d'accord avec le C. E. de l'Internationale. La motion de la Gauche fut repoussée par le C. D. Il n'est donc pas douteux que le C. D. repoussa par la motion de la Gauche les suggestions mêmes de l'Exécutif. Or, dans l'article de Soutif, on trouve cette phrase qui se rencontre d'ailleurs très souvent sous la plume ou dans la bouche des militants du Centre : « Le Centre a donné à la politique de l'Internationale Communiste une adhésion loyale et sans réserves ».

Il y a là, à mon humble avis, une contradiction flagrante. Que le Centre estime, pour des motifs quelconques, les décisions ou suggestions de l'I. C. inapplicables, dangereuses, c'est son droit. Mais, dans ce cas, c'est son devoir d'ouvrir tout large un débat devant le Parti et d'expliquer les raisons pour lesquelles il croit devoir se refuser à appliquer la décision de l'Exécutif dans certains cas.

Au contraire, il a, jusqu'à ce jour, toujours proclamé qu'il donnait à la politique de l'Internationale Communiste une adhésion totale.

Simple militant, je demande que l'on apporte à ce sujet quelques éclaircissements. Je suis persuadé que de nombreux camarades les attendent également. Il faut enfin un peu de clarté et de logique dans l'attitude des dirigeants du Parti. Faute de quoi, une question s'imposera de plus en plus à l'esprit des militants : « Où vont-ils ? »

J. SOUDEILLE,

de la Fédération du Rhône.

Le camarade Soudeille s'efforce de démontrer que la résolution syndicale élaborée par la Gauche à la veille du Congrès de Paris reflétait exactement l'état d'esprit du Comité Exécutif de l'Internationale. Il en conclut qu'en rejetant cette résolution, les membres du Centre qui siégeaient dans l'ancien Comité directeur ont « repoussé les suggestions mêmes de l'Exécutif ».

Notre camarade commet une erreur. En effet : 1° La motion syndicale préparée par la Gauche demandait au Parti de grouper les syndiqués communistes « par profession et par usine ». Elle préconisait donc la création d'un syndicat communiste au sein de chaque syndicat professionnel. Or, cette organisation, que l'ancien Comité directeur a entendu écarter, n'est nullement conseillée par le Comité Exécutif dans la lettre que le camarade Soudeille a citée ;

2° La résolution syndicale rédigée par Frossard a reçu l'entière approbation du camarade Humbert Droz, délégué du Comité Exécutif. Ce Comité n'a pas, par la suite, désavoué son représentant. Il a par conséquent ratifié l'adhésion donnée par Humbert Droz à la motion Frossard ;

3° A cette motion, d'ailleurs, la Gauche s'est ralliée avec beaucoup de bonne grâce. Elle a donc reconnu, que la politique syndicale du Centre n'était nullement en opposition avec celle de l'Internationale.

Ed. S

Tristesse

J'ai entendu le compte rendu du tumultueux Congrès de Paris et lu le Bulletin des camarades dits de... la Gauche (les moins disciplinés ne sont pas ceux qu'on pense). Des camarades qui mettent nommément le Parti au-dessus de tout ne devraient pas étaler ainsi leurs rancœurs et leurs haines. Combien pénible est le spectacle qu'ils nous offrent pour les obscurs militants et les simples adeptes que nous sommes, et pour ceux qui, sans être possesseurs d'une carte, suivent avec bienveillance et intérêt le développement de notre Parti !

Avec quelle autorité pourrions-nous continuer notre action de tous les jours parmi la masse travailleuse, inorganisée ? Masse dont nous sommes, où nous vivons et que, par là même, nous connaissons mieux que vous, camarades parisiens, car Paris, malgré son importance, n'est pas le Parti, tant s'en faut, et n'a pas l'apanage du communisme pur. Paris a fait souvent plus de bruit que d'action positive. (Je ne parle pas des organismes centraux de Paris.)

Notre action, à nous autres, obscurs militants, a bien son importance : il s'agit d'ouvrir les yeux aux ignorants, de donner ou rendre la foi aux sceptiques, à tous les jeunes gens, aux soldats, aux paysans, à nos amis, à notre famille, partout où nous nous trouvons, de réveiller la conscience de classe et la confiance en la libération par la Révolution totale.

Cette action est aussi nécessaire pour former un véritable Parti Communiste que celle des meetings et des réunions publiques, qui touche presque toujours des convaincus.

La masse a lu les incidents regrettables du Congrès, commentés à satiété, et avec quelle mauvaise foi ! par la presse bourgeoise. Avec quelle autorité irons-nous de nouveau essayer de l'attirer à nous, lui parler du communisme et de la Révolution ?

Y pensez-vous, camarades ? Voilà où conduisent les procédés qu'on a employés : à tuer toute propagande, toute action, à perdre le fruit de deux années d'efforts. Cherchez de nouveaux adhérents, alors que vous perdez les vôtres ! En face d'une bourgeoisie agressive et cohérente, un Parti révolutionnaire qui s'émiette. Chacun est catalogué, étiqueté, les uns accusés de démagogie, les autres de tiédeur communiste. L'exclusivisme, ici et là.

Ah ! laissez-moi rire. Je ne vois pas bien en quoi tels militants peuvent se proclamer meilleurs communistes que d'autres. Nous n'en savons rien ; c'est au pied du mur qu'on juge le maçon, c'est dans l'action périlleuse, dans le sacrifice que se révèlent les meilleurs d'entre nous, les chefs. Hors de là, ce ne sont que cheveux coupés en quatre, discussions byzantines, mots creux.

Chacun — et vous ne l'empêcherez jamais — apporte avec sa foi et sa sincérité révolutionnaires, son tempérament personnel, et c'est sur un mot, une phrase, une interprétation de tacti-

que que vous classez la valeur communiste de chacun ! Dérision.

Chacun a sa valeur propre. Si la discipline à la majorité, discipline consentie par tous, est ferme sans être brutale et laisse au Parti et aux hommes la dignité nécessaire, chacune de ces valeurs apportera sa pierre à l'affranchissement universel.

Je puis dire que j'admire sans réserves des camarades comme Lénine et Trotsky et les géants de la Révolution russe, et que nous n'avons pas de leçon à leur donner. Je ne veux être d'aucune tendance (jusqu'à présent, je me croyais de la gauche) et quoi qu'il arrive, je resterai discipliné.

Mais puis-je dire, sans être taxé de nationalisme, que, comme les Russes, les Allemands, les Italiens, etc., nous avons tout de même notre tempérament particulier et qu'il faut en tenir compte, surtout du point de vue de la propagande ? Ce qu'il faut, dans le Parti, c'est une meilleure compréhension de part et d'autre, une confiance réciproque. Un Parti Communiste ne se crée, hélas ! pas en un jour. Mais je crains que l'excommunication généralisée n'aile à l'encontre de son but.

Celui qui écrit ces lignes est un modeste adhérent, peu expert à manier la plume ou la parole. J'ai voulu faire connaître une humble opinion, qui n'est pas celle d'un chef, mais celle de beaucoup de simples adhérents.

Puisqu'on a la manie des tendances, peut-être vais-je être classé à Droite ; pourtant je suis, quoique jeune, un révolutionnaire de toujours, et ce n'est pas la guerre qui m'a amené au Parti. Adhérent de la première heure à la 3^e Internationale, partisan dès le début du front unique et du centralisme, en un mot, en accord parfait sur la doctrine, il m'est bien permis de ne pas être en accord parfait sur la tactique suivie jusqu'à ce jour.

Camarades de toutes tendances que le parti pris n'aveugle pas, je m'adresse à vous.

Que les mauvais bergers rentrent dans le rang !

Le communisme est au-dessus de leurs personnes.

Vive la Révolution universelle !

Marcel BRESSON,
de la Fédération du Doubs.

IL FAUT LIRE :

ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

Les idées des Babouvistes

(Suite)

Babeuf et Robespierre

Babeuf, lui, admire Robespierre de longue date. Dans sa lettre à Coupé, du 10 septembre 1791, il signale les grands hommes de l'antiquité qui se sont faits les apôtres de la loi agraire, il parle de Pétion qui réclame de la société l'obligation formelle d'assurer à tous ses membres une honnête subsistance, et il conclut : « Analysez Robespierre, vous le trouverez aussi agrairien en dernier résultat... »

Agrairien, veut dire, à cette époque, partisan de la loi agraire. On entendait alors par loi agraire la mise en commun de toutes les terres puis leur partage égal entre les familles ou encore la socialisation plus ou moins générale des terres provenant des communautés religieuses et leur remise aux travailleurs sans propriété ou encore le partage égal du territoire des communes entre toutes les familles. Dans l'esprit de ses partisans, ce système plus ou moins inspiré de Platon, Lycurgue, Minos et des lois agraires romaines, tendait ou équivalait à l'égalité des fortunes. Si insuffisant et si empirique qu'il nous paraisse aujourd'hui et qu'il ait paru alors à Babeuf lui-même, ce système n'en représentait pas moins la conception sociale la plus hardie et à peu près la seule forme que revêtit le communisme en 1790. Son évocation produisait, au reste, sur les privilégiés de la fortune une frayeur analogue à celle que produit le moderne bolchevisme. En qualifiant Robespierre d'« agrairien », Babeuf ne pouvait mieux montrer que la pensée sociale du député d'Arras s'orientait dans le même sens que la sienne.

Babeuf n'était pas le seul à considérer ainsi Robespierre. Au printemps de 1792, quand, à la faveur des émeutes de la faim, les révoltés de la Beauce massacreront Simoneau, maire d'Etampes c'est à Robespierre que s'adressera le curé communiste et futur Egal, Pierre Dolivier, pour défendre les paysans arrêtés et traduits en justice.

Sans doute, après la chute de Robespierre, Babeuf tomba dans l'erreur thermidorienne : il confondit Robespierre et la Terreur, anathématisant celle-ci, désavouant publiquement celui-là. Mais ce désaveu de l'Incorruptible fut fait avec de telles réticences qu'on ne peut se méprendre sur sa nature. Il correspond — c'est clair — à un égaré-ment passager.

Dans son premier numéro du *Journal de la liberté de la presse*, Babeuf écrit : « Ce Robespierre, dont la mémoire est aujourd'hui injustement abhorrée, Robespierre dans lequel il semble qu'on doit distinguer deux personnes, c'est dire Robespierre sincèrement patriote et ami des principes jusqu'au commencement de 1793, et Robespierre ambitieux et le plus profond des scélérats depuis cette époque ; ce Robespierre est la meilleure source où il faille chercher les grandes vérités et les plus fortes preuves des droits de la presse. »

Même dans sa brochure contre Carrier, Babeuf se solidarise avec l'œuvre sociale de Robespierre. Il souligne qu'à part les mesures de violence de la Terreur, il n'entend point censurer la partie du plan de l'Incorruptible relative aux secours levés sur les riches ; il va jusqu'à reconnaître que Robespierre « a vu à cet égard en législateur » et il ajoute « qu'il n'est pas donné à tous d'être à la hauteur de Maximilien ». On comprend mieux à la lueur de ces textes pourquoi le fameux Guffroy, l'ennemi de Robespierre, qui servait d'imprimeur à Babeuf, a invité le Tribunal du peuple à porter ses feuilles à d'autres presses.

C'est dans le n° 40 de son journal que Babeuf a développé le plus longuement sa profession de foi robespierriste et a placé sa doctrine sous l'égide de Robespierre et de Saint-Just. Il y attaque Danton, « patron de tous les zéloteurs de la République des riches ». Il y rappelle le « sublime discours du 17 pluviôse, an II », prononcé par le « philosophe d'Arras » et qui marque le but de la Révolution : « Nous voulons un ordre de choses... où la patrie assure le bien-être de chaque individu et où chaque individu jouisse avec orgueil de la prospérité et de la gloire de la patrie. » Il y déchire à belles dents l'ex-adjoint à la guerre, Vilain d'Aubigny, qu'une vieille haine contre Saint-Just porte à la pire diffamation. Il y glorifie Robespierre, ce « sage », cet « ami du genre humain », ce « grand législateur » que la postérité vénérera et qui a plus fait que n'importe lequel des autres révolutionnaires pour le bonheur du peuple français. Il reprend à son compte la définition de la propriété que Robespierre fit acclamer par les Jacobins, le 21 avril 1793, et qui était ainsi conçue : « La propriété est le droit qu'à chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion de biens qui lui est garantie par la loi. Le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui. Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables. » Enfin, après avoir montré le sens des mutilations que la Convention fit subir à cette définition, véritable germe de la dépossession de la bourgeoisie et de l'avènement du 4^e Etat, Babeuf ajoute, se situant par rapport à Robespierre : « Il ne m'appartient pas d'avoir l'orgueil de disputer à Maximilien Robespierre l'initiative, dans la Révolution, du plan d'Egalité réelle vers lequel il prouve, en cent endroits de ses ouvrages, que tendaient ses vœux uniques. »

On sait que Bodson ne partageait pas cette manière de voir. Il s'en expliqua franchement à Babeuf. Celui-ci, dans une lettre du 9 ventôse, fit alors une nouvelle et peut-être encore plus nette apologie de Robespierre. Il débuta par ces mots : « Je m'en veux d'avoir vu en noir et le gouvernement révolutionnaire et Robespierre et Saint-Just... » Il poussa l'éloge jusqu'à dire que Robespierre « pouvait avoir à bon droit l'orgueil d'être le seul capable de conduire à son vrai but

le char de la Révolution ». Il admire en lui le « génie où résidaient de véritables idées régénératrices » et termina : « Je ne crois point encore, avec et comme toi, impolitique et superflu d'évoquer les cendres et les principes de Robespierre et de Saint-Just pour étayer notre doctrine. D'abord, nous ne faisons que rendre hommage à une grande vérité, sans laquelle nous serions trop au-dessous d'une équitable modestie. Cette vérité est que nous ne sommes que les seconds Gracques de la Révolution française. N'est-il pas utile de montrer que nous n'innovons rien, que nous ne faisons que succéder à des premiers généreux défenseurs du peuple qui, avant nous, avaient marqué le même but de la justice et de bonheur auquel le peuple doit atteindre. »

« En second lieu, réveiller Robespierre, c'est réveiller tous les patriotes énergiques de la République et, avec eux, le peuple, qui, autrefois, n'écoutait et ne suivait qu'eux. Le robespierrisme est dans toute la République, dans toute la classe judicieuse et clairvoyante et naturellement dans le peuple. La raison en est simple : c'est que le robespierrisme, c'est la démocratie, et ces deux mots sont parfaitement identiques. Donc, en relevant le robespierrisme, vous êtes sûrs de relever la démocratie. »

Ces lignes, et spécialement celles du premier alinéa, sont suffisamment explicites pour se passer de commentaires. En les écrivant, le leader des Egaux ne pouvait mieux montrer que le babouvisme sortait du plus profond de la Révolution française, qu'il n'était — somme toute — que l'héritier et le continuateur du robespierrisme.

L'Idee d'un supplément de révolution

Et c'est bien, comme on le verra plus loin, la restauration du gouvernement révolutionnaire et la remise des choses sur leur pied, telles qu'elles étaient avant le 9 thermidor, que poursuivaient les babouvistes pour le lendemain du soulèvement insurrectionnel. Ces choses rétablies, ils comptaient reprendre l'œuvre profonde de Robespierre, achever la Révolution en transformant l'égalité civile en égalité sociale.

L'Analyse de la doctrine de Babeuf dit en ses paragraphes 10 et 11 : « Le but de la révolution est de détruire l'inégalité et de rétablir le bonheur commun. La révolution n'est pas finie, parce que les riches absorbent tous les biens et commandent exclusivement, tandis que les pauvres travaillent en véritables esclaves, languissent dans la misère et ne sont rien dans l'État. »

Babeuf écrit : « Qu'est-ce que la Révolution française ? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres ». Et il précise : « Songeons que nous n'avons voulu révolutionner que pour réparer les maux qui désolent le monde ; que pour remettre chaque homme à sa place ; que pour renverser les désordres, la misère générale que les exécrables institutions ont enfantées ; que pour remplir l'affreux déficit du grand nombre et corriger l'opprimant superflu du petit ; que pour remplir le but de la société qui est le bonheur commun. Or, l'objet de cette révolution est aisance à tous, instruction de tous, égalité, liberté, bonheur pour tous. Voilà notre

but. Voilà ce que nous avons presque déjà atteint ; voilà ce qu'il faut que nous atteignions de nouveau... ».

Dans un autre article, il dit : « C'est pour le peuple seul qu'on a dit que la Révolution serait faite ; lui-même a juré qu'il l'achèverait ou qu'il mourrait. Elle n'est point achevée, puisque rien n'est fait pour assurer le bonheur du peuple et que tout est fait, au contraire, pour l'épuiser, ce peuple, pour faire couler éternellement ses sueurs et son sang dans les vases d'or d'une poignée de riches odieux. Donc, il faut la continuer cette révolution jusqu'à ce qu'elle soit devenue la révolution du peuple. Donc, ceux qui se plaindront des hommes qui veulent révolutionner toujours ne devront être judicieusement appréciés que comme les ennemis du peuple. »

« Les hauts et puissants du jour entendent singulièrement le mot révolution, quand ils prétendent que la révolution chez nous est faite. Qu'ils disent donc plutôt la contre-révolution ! La révolution, encore une fois, est le bonheur de tous ; c'est ce que nous n'avons pas : la révolution n'est donc pas faite ! »

De son côté, Sylvain Maréchal, qui avait déjà dit en 1791 : « La révolution est nulle si les trois quarts des habitants de la terre de France n'y possèdent pas même le quart des propriétés territoriales », écrit dans le *Manifeste des Egaux* : « Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui : il en fera de même aux nouveaux tyrans, aux nouveaux tartuffes politiques assis à la place des anciens. »

« Ce qu'il nous faut de plus que l'égalité des droits ? Il nous faut non pas seulement cette égalité transcrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons. »

Buonarroti revient souvent sur cette idée d'un supplément de révolution. Devant les juges de Vendôme, il a même dépeint tout au long le douloureux état d'âme des détenus du Plessis devant le spectacle d'une révolution avortée. « Nous gémissons, mes compagnons et moi, sur le malheureux résultat de la révolution. » Et il montre que ce grand mouvement n'a abouti qu'à « remplacer une bande d'anciens coquins par une foule de coquins nouveaux », qu'elle a permis à de « nouveaux fripons » de ravir aux anciens la richesse et le pouvoir, sans profit appréciable pour la masse. « Il valait bien la peine, dit-il, de bouleverser l'Europe pour mettre Pierre à la place de Paul et laisser le peuple dans la servitude. » Tant de sang qui lui paraît avoir été versé inutilement, tant d'efforts prodigués en définitive à la corruption et à l'intrigue le révoltent, et il s'écrie : « Jusqu'à présent, il n'y a pas de justice sur la terre ; jusqu'à présent, la Révolution n'est qu'un grand crime. »

Toutes ces affirmations des leaders babouvistes méritent d'être retenues et soulignées, car elles sont de la plus grande importance. Elles placent la conjuration des Egaux à la fois dans le plan révolutionnaire de l'époque et dans le plan révolutionnaire postérieur. Cette idée d'un supplément de révolution, ou si l'on veut, d'une nouvelle ré-

volution dirigée contre les profiteurs de la Révolution de 89, constitue l'une des bases du socialisme révolutionnaire moderne.

Les Égaux et les Prolétaires

Mais pour obtenir ce supplément de révolution en faveur des plébéiens, c'est évidemment sur cette classe que les babouvistes comptaient s'appuyer avant tout.

Moroy, agent du 12^e arrondissement, qui est d'origine ouvrière, signale textuellement, dans un de ses rapports, « la classe ouvrière [comme] la plus précieuse de la société ». Babeuf s'adresse constamment aux « hommes du peuple, ouvriers de tous états ». Les « prolétaires », selon Buonarroti, sont « les seuls vrais appuis de l'Égalité ». Et le même Buonarroti a bien soin de compter « la classe très nombreuse des ouvriers » comme appoint révolutionnaire aux 17.000 hommes de l'armée insurrectionnelle. En fait, le concours du faubourg Saint-Antoine et du faubourg Saint-Marceau était acquis à la conjuration. Dans d'autres quartiers de Paris, un grand nombre d'ouvriers étaient atteints par la propagande. Une lettre au Bureau central de la police signale de nombreux partisans de la doctrine de Babeuf dans les chantiers de la Grenouillère, sur le quai de l'actuel Palais-Bourbon.

Mais le Comité insurrecteur sentait très bien qu'en dehors des ouvriers, le mouvement devait trouver un appui chez « les petits propriétaires, les marchands peu fortunés, les journaliers, les laboureurs, les artisans, tous les malheureux que nos vicieuses institutions condamnent à une vie surchargée de fatigue, de privations et de peines ».

Aussi appelait-il toutes ces catégories de semi-prolétaires ou de prolétaires au combat contre la société. Cette liaison entre l'idée « socialiste » et la classe ouvrière s'imposant impérieusement aux babouvistes, c'est chose nouvelle et grosse de conséquence. Mais les babouvistes ne discernent pas le sens de l'activité spontanée des prolétaires. Ils négligent les incidents, les conflits qui mettent aux prises les ouvriers et les patrons. Ils n'en voient pas l'immense portée théorique et pratique et passent à côté sans en tirer profit.

Pourtant, de brumaire à thermidor an IV, toute une agitation ouvrière se produit. Les ouvriers réclament, se concertent ou font grève pour le maintien de leur salaire et le paiement de celui-ci en numéraire. Des arrestations, des emprisonnements, le remplacement des grévistes par les soldats, l'intervention judiciaire attestent la force de ces mouvements partiels qui englobent des imprimeurs, des confectionneurs d'assignats, des porteurs de sacs de grain, des travailleurs de la métallurgie, des ébénistes, des chapeliers, etc. Au lieu de se tenir à l'écart de ces mouvements économiques, les Égaux auraient dû les assister, les coordonner, se plier aux exigences immédiates des prolétaires, entrer, en un mot, dans le vif de la lutte pour l'élargir, si possible, en bataille de classe.

On ne peut pourtant pas refuser aux babouvistes le sens de l'action et de la propagande. Ils l'avaient

à un haut degré. Mais ils étaient de leur temps et ils ne songeaient pas à réunir en un faisceau compact l'action prolétarienne et la pensée communiste. Il faut, toutefois, leur rendre cette justice qu'ils essayèrent de gagner les masses ouvrières non pas seulement par une propagande théorique absolument nécessaire, mais par une propagande réaliste, pratique, consistant en l'élaboration et la diffusion de revendications immédiates, de mots d'ordre concrets. Leur tort, par exemple, fut de créer de toutes pièces ces mots d'ordre au lieu de prendre ceux que la lutte quotidienne faisait surgir sur le terrain du travail. Il n'en reste pas moins que leur manière de mener la propagande était conçue dans un tout autre esprit que celui des philosophes du dix-huitième siècle et, plus près d'eux, des sans-culottes. Et cela, on en conviendra, méritait d'être noté en passant.

Maurice DOMMANGET.

VIENT DE PARAÎTRE

René MARCHAND

**LA CONDAMNATION
D'UN RÉGIME**

DE LA "VANITÉ MALADIVE DE M. POINCARÉ"
A LA "TUERIE MONDIALE"



UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 30

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

Camarades,
Souscrivez pour les Victimes
du Fascisme !



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.